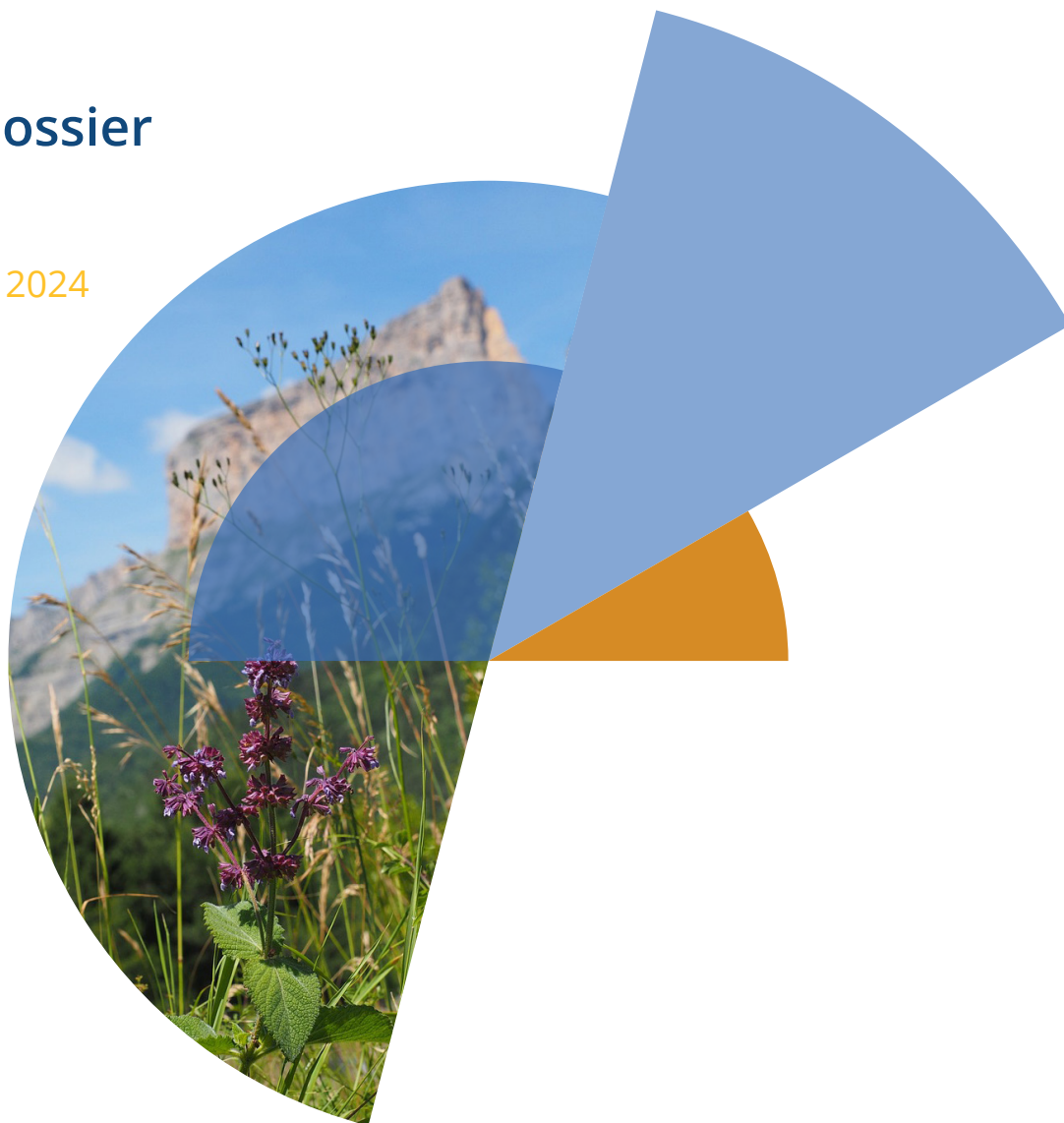


Le ministère des Armées dans les territoires alpins : 22 000 personnes et 11 000 emplois dépendent de la 27^e brigade d'infanterie de montagne

Insee Dossier
n° 16

Novembre 2024



Coordination

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
118 rue Servient
69003 Lyon

Directeur de la publication

Jérôme Harnois

Rédaction en chef

Thierry Geay
Annelise Robert

Contributeurs

Charlémie Besnard
Christophe Privas

Mise en page

Luminess SAS

Bureau de Presse

04 87 65 95 34
06 12 17 21 23

ISSN : 2556-4897 (en ligne)

© Insee 2024

Avant-propos

Nos armées ont la lourde responsabilité d'assurer la protection de la population française et de nos intérêts partout dans le monde comme sur le territoire national, ainsi que de participer à la résilience de l'État au quotidien, c'est-à-dire être en mesure de rester organisé et de fournir des capacités essentielles à la pérennité de la Nation et au secours des populations dans les situations les plus difficiles.

Avec près de 21 000 personnels et des centaines d'unités et d'entités implantées dans toute la région Auvergne-Rhône-Alpes, le ministère des Armées est un acteur majeur du territoire et un partenaire des collectivités et acteurs locaux. Les troupes de montagne y jouent un rôle historique et important depuis leur création en 1888.

La 27^e brigade d'infanterie de montagne est détentrice de capacités opérationnelles reconnues et met en œuvre des savoir-faire spécifiques. Elle peut, en particulier, réaliser toutes ses missions dans des reliefs escarpés et dans des conditions climatiques extrêmes. Sa présence aux côtés de l'École des pupilles de l'air et de l'espace - seule unité hors armée de Terre prise en compte dans l'étude - est source de dynamisme territorial. Outre son statut d'employeur, elle induit de la consommation de biens et services, apporte de nouvelles compétences dans le territoire grâce aux conjoints installés, contribue au maintien de services et suscite de nouveaux besoins, tels que ceux liés à l'enfance, par la présence de nombreuses familles.

C'est dans cet esprit de développement de l'esprit de défense et du lien entre la Nation et ses armées que cette étude relative à l'inscription territoriale de nos armées dans les territoires alpins sous le prisme économique a été conduite avec l'Insee. En effet, l'ancrage territorial participe directement de notre modèle de défense et, plus largement, de notre cohésion nationale, ciment de la « force morale » de notre Nation. L'emploi direct, celui des personnels des armées, l'emploi « indirect », mesuré à partir des commandes passées directement par les unités du ministère dans les territoires alpins à leurs fournisseurs, et l'emploi « induit », généré par la consommation des ménages bénéficiant des emplois directs et indirects y sont estimés à partir d'une méthodologie rigoureuse et éprouvée.

Cette étude démontre que l'impact économique des unités du ministère des Armées dans les territoires alpins est très significatif. Son évaluation serait encore plus importante si l'ensemble des commandes du ministère des Armées via des marchés centralisés et/ou à des fournisseurs hors de la région d'étude ou bien encore à des entreprises de la base industrielle et technologique de défense était pris en compte, ce que ne permettent pas, à ce stade, les outils statistiques et les données disponibles. Les répercussions de la loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2024-2030, et les augmentations de budget correspondantes, n'ont naturellement pas pu être prises en considération.

Enfin, au-delà de son impact économique dans les territoires alpins, le ministère des Armées est un acteur majeur dans de multiples domaines : mémoire, patrimoine, culture, politiques jeunesse ou environnementale. Par l'étendue de ses vastes terrains militaires dont la superficie se compte en milliers d'hectares, il contribue à la maîtrise de l'artificialisation, à la valorisation de la biomasse et à la préservation de la biodiversité.

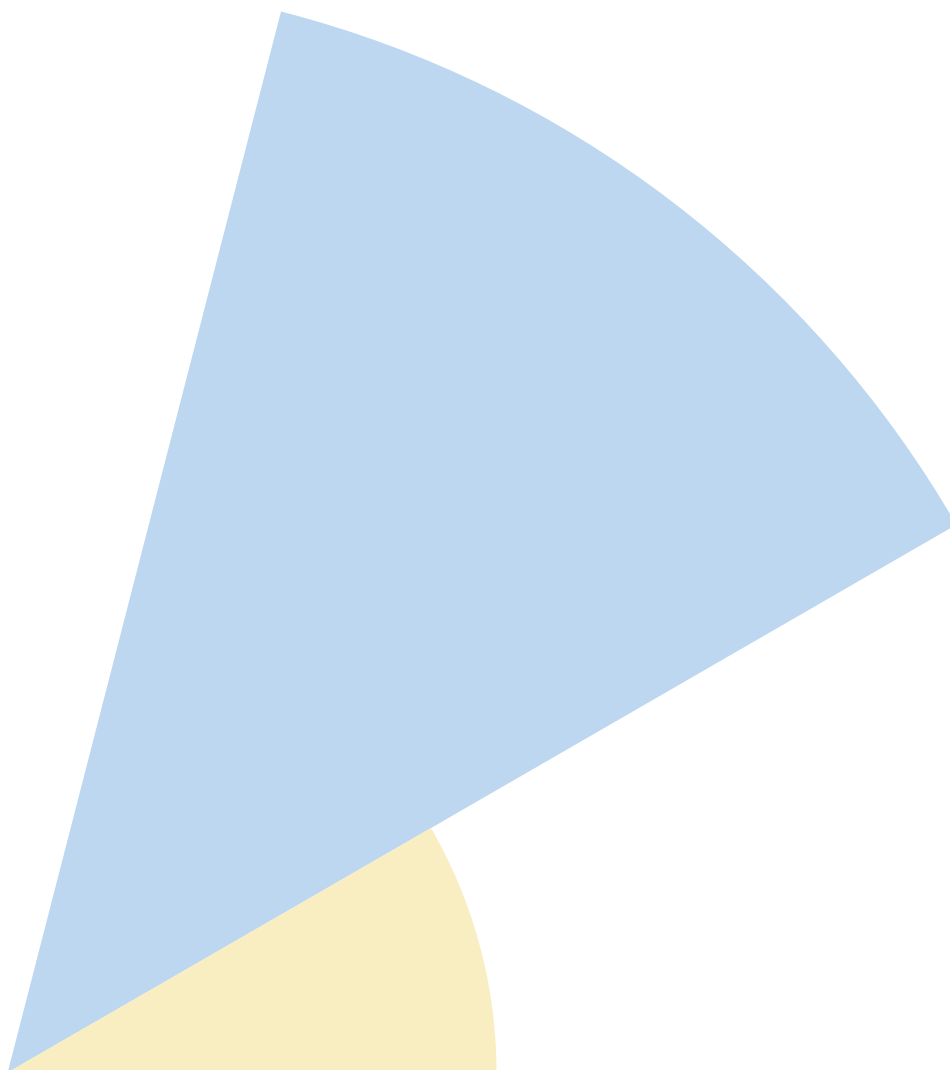
Général Lionel Catar
Commandant de la 27^e brigade d'infanterie de montagne

Jérôme Harnois
Directeur régional de l'Insee Auvergne-Rhône-Alpes

Sommaire

Avant-propos	3
Synthèse	5
Le ministère des Armées dans les territoires alpins : 22 000 personnes et 11 000 emplois dépendent de la 27 ^e brigade d'infanterie de montagne	
Département de l'Isère	11
8 750 personnes et 4 320 emplois dépendent des entités du ministère des Armées	
Département de la Haute-Savoie	15
4 250 personnes et 2 100 emplois dépendent des entités du ministère des Armées	
Département de la Savoie	19
3 860 personnes et 1 840 emplois dépendent des entités de la 27 ^e BIM	
Département du Vaucluse	23
2 640 personnes et 1 430 emplois dépendent de la 27 ^e BIM	
Département des Hautes-Alpes	27
2 560 personnes et 1 210 emplois dépendent des entités de la 27 ^e BIM	
Définitions	31

Le ministère des Armées a changé de dénomination au 21 septembre 2024 ; il se nomme désormais ministère des Armées et des Anciens Combattants. Dans cette étude, finalisée avant ce changement de dénomination, lorsque le terme « ministère des Armées » est utilisé, il faut lire « ministère des Armées et des Anciens Combattants ».



Le ministère des Armées dans les territoires alpins : 22 000 personnes et 11 000 emplois dépendent de la 27^e brigade d'infanterie de montagne

En 2020, les unités du ministère des Armées dans les territoires alpins comptent un peu plus de 8 000 personnels sur ses différents sites des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour les deux tiers, ces personnels et leurs familles vivent dans la commune où se situe leur caserne. Leur présence engendre des retombées économiques et démographiques à l'échelle de ces territoires. Ces unités génèrent l'équivalent de 2 900 emplois induits, pour l'essentiel par la consommation de leurs familles et des prestataires locaux. C'est souvent dans les territoires les plus isolés que le poids relatif des emplois du ministère des Armées est le plus fort, traduisant leur importance à l'échelle locale. Au total, dans la zone alpine, en considérant également la population des familles des salariés concernés, ce sont 22 000 personnes dont au moins une partie des revenus provient de l'activité des établissements militaires.

En 2020, le ministère des Armées (MinArm) emploie 8 040 salariés en équivalent temps plein (ETP) dans les zones alpines. Ils sont militaires, civils, réservistes ou encore stagiaires.

Les entités du ministère des Armées en zones alpines sont pour l'essentiel celles de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM). Elle s'étend sur plusieurs garnisons dans cinq départements, à travers les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur : la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère, les Hautes-Alpes et le Vaucluse. La 27^e BIM regroupe six bataillons et régiments opérationnels de l'Armée de Terre. D'autres sites comme l'École des pupilles de l'Air et de l'Espace de Montbonnot-Saint-Martin, en Isère, ou l'École militaire de haute-montagne à Chamonix-Mont-Blanc, en Haute-Savoie, complètent les effectifs. Le quartier général de la brigade se situe dans la commune de Varcès-Allières-et-Risset, en Isère ► **figure 1**.

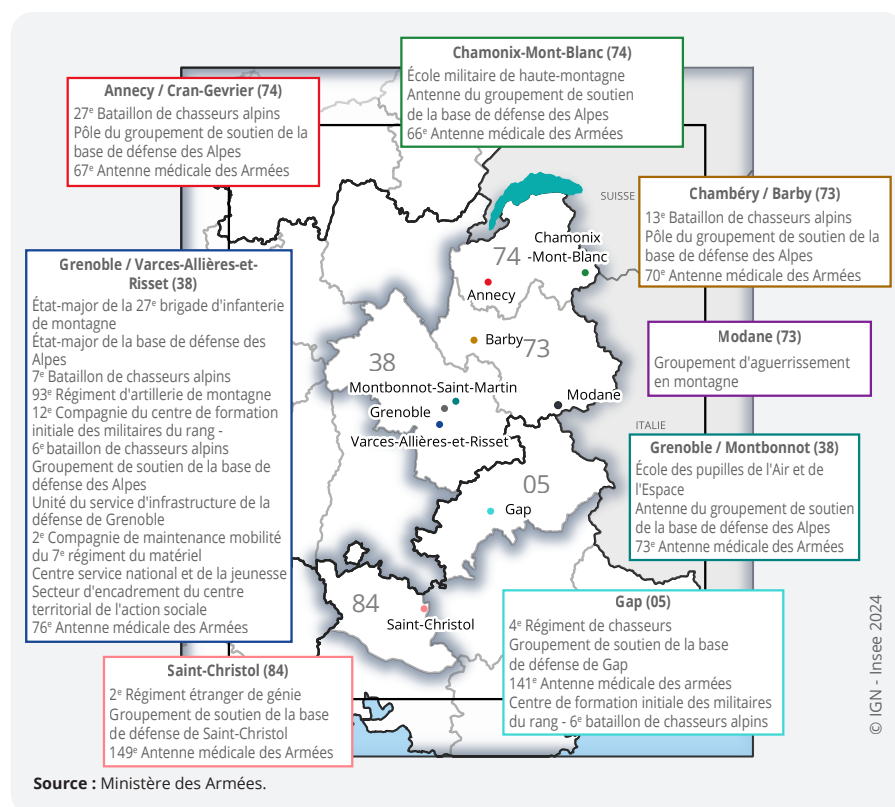
La population des familles de ces 8 040 militaires et civils employés directement par les armées est estimée à 15 790 personnes, en considérant uniquement les conjoints et enfants du personnel.

Par ailleurs, les établissements militaires génèrent 170 emplois estimés, supplémentaires, par leurs commandes directes auprès de fournisseurs locaux pour leur fonctionnement, des travaux d'infrastructure ou la fourniture de matériels. Ces emplois sont dits « indirects », car ils dépendent

indirectement de l'activité des unités des Armées. Enfin, la consommation quotidienne des familles, des personnes des unités et des personnels sous-traitant induit aussi des emplois sur le territoire pour répondre à leurs besoins de consommation (commerces, services présentiels...). Cet effet, dit « induit », est

estimé à 2 690 emplois sur le territoire. Ainsi, en additionnant l'ensemble des **emplois « directs », « indirects » et « induits »**, les entités du ministère des Armées présentes sur le territoire alpin ont un effet total estimé à 10 900 emplois. En ajoutant la population des familles de ces salariés, 22 070 personnes sont

► 1. Schéma organisationnel de la 27^e brigade d'infanterie de montagne et des autres unités du ministère des Armées



concernées par la présence des armées, en particulier la 27^e BIM, et tirent un revenu dont au moins une partie provient de l'activité du ministère des Armées
► **figure 2.**

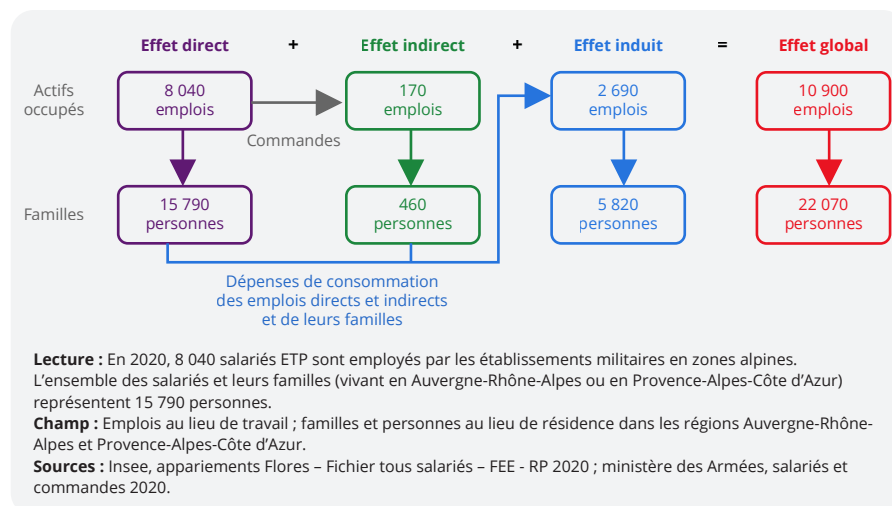
8 000 personnes travaillent dans les établissements militaires

Le ministère des Armées en territoire alpin emploie directement, sur ses différents sites, 7 860 personnes en ETP. De plus, 1 260 **réservistes** sont présents seulement une partie de l'année pour des missions ou formations. Ils représentent 180 personnes en équivalent temps plein sur l'année pour l'ensemble des garnisons. Les entités du ministère des Armées en zone alpine emploient donc directement, au total, 8 040 personnes.

La quasi-totalité des effectifs sont des militaires, auxquels s'ajoutent 300 civils qui travaillent également sur les différents sites. Compte tenu de la nature des unités présentes dans la zone, essentiellement à vocation « opérationnelle », le personnel civil ne représente que 4 % des effectifs, tandis que la part du personnel civil dans l'emploi de l'ensemble du ministère des Armées atteint 23 %.

Les emplois sont répartis sur sept sites principaux. Le site de Varcès-Allières-et-Risset, où sont basés le 7^e bataillon de chasseurs alpins (7^e BCA) et le 93^e régiment d'artillerie de montagne (93^e RAM), emploie le plus grand nombre de personnels, soit près de 2 750 personnes. Il héberge aussi l'état-major de la brigade, sa compagnie de commandement et de transmissions de montagne, des unités de soutien, un centre médical et un centre de formation initiale des **militaires du rang**. L'École des pupilles de l'Air et de l'Espace de Montbonnot-Saint-Martin, en Isère également, est un lycée sous la responsabilité de l'armée de l'Air et de l'Espace. Il accueille 700 élèves annuellement, dont 130 qui sont sous contrat et majeurs au sein des classes préparatoires pour devenir **officier**. L'équipe de formation et les salariés regroupent 150 personnes. En Haute-Savoie, le site d'Annecy accueille le 27^e BCA, où travaillent 1 350 personnes. Ce département accueille également, sur la commune de Chamonix-Mont-Blanc, l'École militaire de haute-montagne qui forme la plupart des cadres de la 27^e BIM et qui équivaut à 200 ETP. En Savoie, le 13^e BCA, composé de 1 330 personnes, est situé sur le site de Barby, proche de Chambéry. Dans le Vaucluse, la garnison de Saint-Christol emploie 1 140 personnes au 2^e régiment étranger de génie (2^e REG). Enfin, le site de Gap, dans les Hautes-Alpes, est le quartier militaire du 4^e régiment de chasseurs (4^e RCh) avec près de 880 personnes.

► 2. Nombre d'emplois directs, indirects et induits et nombre de personnes concernées par les unités du ministère des Armées dans les territoires alpins



D'autres implantations, plus petites, emploient des agents du ministère dans diverses autres activités, formations ou entraînements. Grenoble est la plus importante avec la charge du soutien et du commandement des organismes militaires de la zone, avec près de 100 personnels.

La vocation opérationnelle de ces unités se traduit au sein de la composition des régiments de la 27^e BIM ► **encadré**. Les militaires du rang (assimilables aux personnels de catégorie C de la fonction publique) composent l'essentiel des effectifs. L'armée de Terre est celle qui regroupe la très grande majorité des militaires du rang et celle où ils représentent la part la plus importante des effectifs. Dans la 27^e BIM, ils représentent 5 060 personnes, soit deux militaires sur trois, une part plus importante que pour l'ensemble de l'armée de Terre (un militaire sur deux) et l'ensemble du ministère (deux militaires sur cinq) ► **figure 3**.

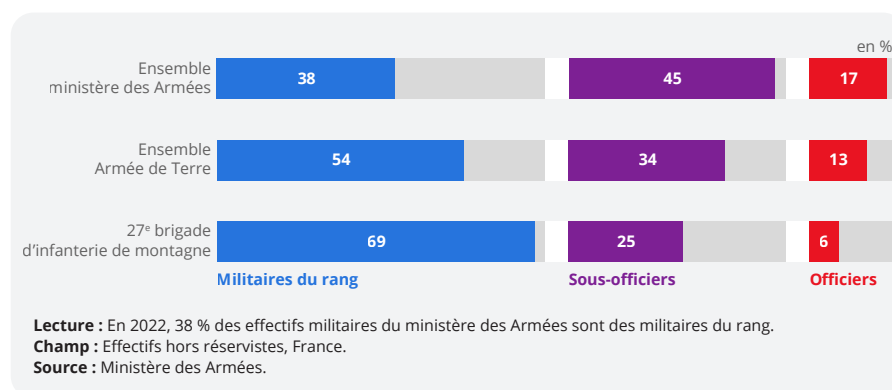
Les **sous-officiers** (assimilables aux personnels de catégorie B de la fonction publique) sont 1 820 au sein de la

27^e BIM, soit un militaire sur quatre, une part moindre que dans le reste de l'armée de Terre (un militaire sur trois). Par conséquent, les officiers (assimilables aux personnels de catégorie A de fonction publique), au nombre de 470, sont moins nombreux et ne représentent qu'un militaire sur seize. Cette proportion est deux fois moins importante que dans le reste de l'armée de Terre.

Deux militaires sur trois vivent dans la commune de leur caserne

Les 15 790 salariés et membres de leurs familles résident principalement à proximité des établissements militaires. En effet, du fait des contraintes opérationnelles liées au statut de militaire, les personnels du MinArm habitent, pour la majorité, dans la commune où ils travaillent, qu'ils y résident avec leur famille, ou qu'ils soient hébergés dans la caserne elle-même. Une particularité du métier de militaire est que, durant leurs six premiers mois, les militaires du rang ont obligation de loger au sein du régiment. Au-delà, ils peuvent

► 3. Répartition des militaires selon leur rang au sein du ministère des Armées en 2020



toujours être hébergés ainsi, s'ils sont célibataires et jusqu'au grade de caporal-chef. Après six mois d'activité, ils peuvent trouver un logement dans le civil. Environ 3 330 militaires sont hébergés au sein des différentes casernes ► **figure 4**.

Cinq communes de résidence regroupent à elles seules 64 % des salariés employés directement par les Armées (et leurs familles), soit deux militaires sur trois. La commune de Varcès-Allières-et-Risset, qui compte 8 300 habitants, accueillent près de 3 400 salariés directs du ministère et membres de leurs familles. À Annecy, ils sont 2 190 à habiter ladite commune, soit une part faible des 131 000 habitants (2 %). Environ la moitié des habitants de Barby est salariée du ministère ou membre de leurs familles. À Gap, elles représentent 4 % de la population communale, soit 1 560 personnes. Enfin, les personnels du 2^e REG et leurs familles constituent la majorité des habitants de Saint-Christol.

La présence du MinArm a un poids plus important dans les plus petites communes. À l'inverse, la diversité de l'économie des plus grandes communes (Gap et Annecy notamment) modère nettement l'influence militaire.

Les salariés et leurs familles qui n'habitent pas sur la commune même de leur employeur résident surtout dans les localités proches, notamment autour des grands axes routiers et des chefs-lieux départementaux.

D'autres emplois principalement générés par la consommation des familles

Tous ces établissements militaires s'appuient sur de nombreux prestataires locaux pour mener à bien leurs activités. Ainsi, les commandes passées à des fournisseurs ou sous-traitants sont à l'origine d'emplois dits « indirects ». Les entités du ministère des Armées concernées par ces commandes créent indirectement autour de 170 emplois. Les familles des salariés « indirects » dépendent donc elles aussi de ces emplois : leur nombre est estimé à 460 personnes.

Cependant, pour les garnisons militaires, les **emplois indirects** mesurés sont souvent faibles ou sous-estimés. Les commandes les plus importantes pour le fonctionnement des unités des armées sont principalement passées par l'intermédiaire de marchés publics nationaux. L'emploi indirect lié à la présence d'un site militaire est donc faible localement. Les commandes locales se font auprès d'un nombre important

► Encadré – Activités des régiments de la 27^e brigade d'infanterie de montagne

Brigade légère de l'armée de Terre, la 27^e BIM peut être projetée en urgence sur tous les territoires, dès les prémices d'une crise nécessitant l'emploi de la force armée.

La brigade a une capacité permanente à l'engagement, dans la durée, en terrain montagneux et/ou par conditions climatiques extrêmes, en plus de pouvoir être engagée sur des missions classiques avec ses matériels majeurs : Griffon, Serval, Caesar, Amx10-rc, des véhicules haute mobilité, des quads et des motoneiges...

Elle s'appuie aussi sur une trame de compétences « montagne » qui certifie tous les soldats alpins par l'obtention de brevets de qualification. C'est pourquoi elle mène diverses activités et se déploie de manière multiple sur plusieurs théâtres :

- En 2023, les différentes unités ont été impliquées dans diverses opérations, notamment en Afrique.
- En 2023 et 2024, elle a participé à des exercices de l'Otan dans le nord de l'Europe comme *Nordic response*.
- Enfin, sur le territoire national, elle a contribué à la sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

de prestataires, mais représentent une faible part du chiffre d'affaires de ces entreprises. Par ailleurs, en Auvergne-Rhône-Alpes, des équipements, des véhicules et des armes, produits par plusieurs entreprises de la région, ne sont pas prises en compte dans les données disponibles.

En considérant les salariés directs et indirects et les membres de leurs familles présents dans les régions alpines, on peut estimer aussi des emplois dits « induits » par leurs besoins quotidiens de consommation courante de biens, commerces et services. Ces emplois induits représentent l'équivalent de 2 690 emplois en ETP. Ils appartiennent à la sphère présentielle, c'est-à-dire des activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone. Ils sont principalement situés dans les domaines de l'administration, du commerce, de la santé et de l'action sociale. Les membres des familles de ces 2 690 salariés représentent 5 820 personnes. Ainsi, la consommation des familles des salariés du ministère des Armées génère la grande majorité des emplois non directs. Cet effet reste concentré sur le territoire, en raison de la faible dispersion des lieux d'habitation des militaires, et du nombre modeste d'emplois indirects.

Au final, un emploi direct du ministère des Armées dans les zones alpines aurait un effet d'entraînement qui correspondrait à 0,35 emploi indirect ou induit.

Une influence sur l'emploi plus importante dans les territoires plus isolés

L'ensemble des emplois directs, indirects et induits est estimé à 10 900 emplois. Ce chiffre donne une idée de l'impact du

ministère des Armées sur l'emploi des territoires. Cet impact diffère cependant selon le territoire ► **figure 5**.

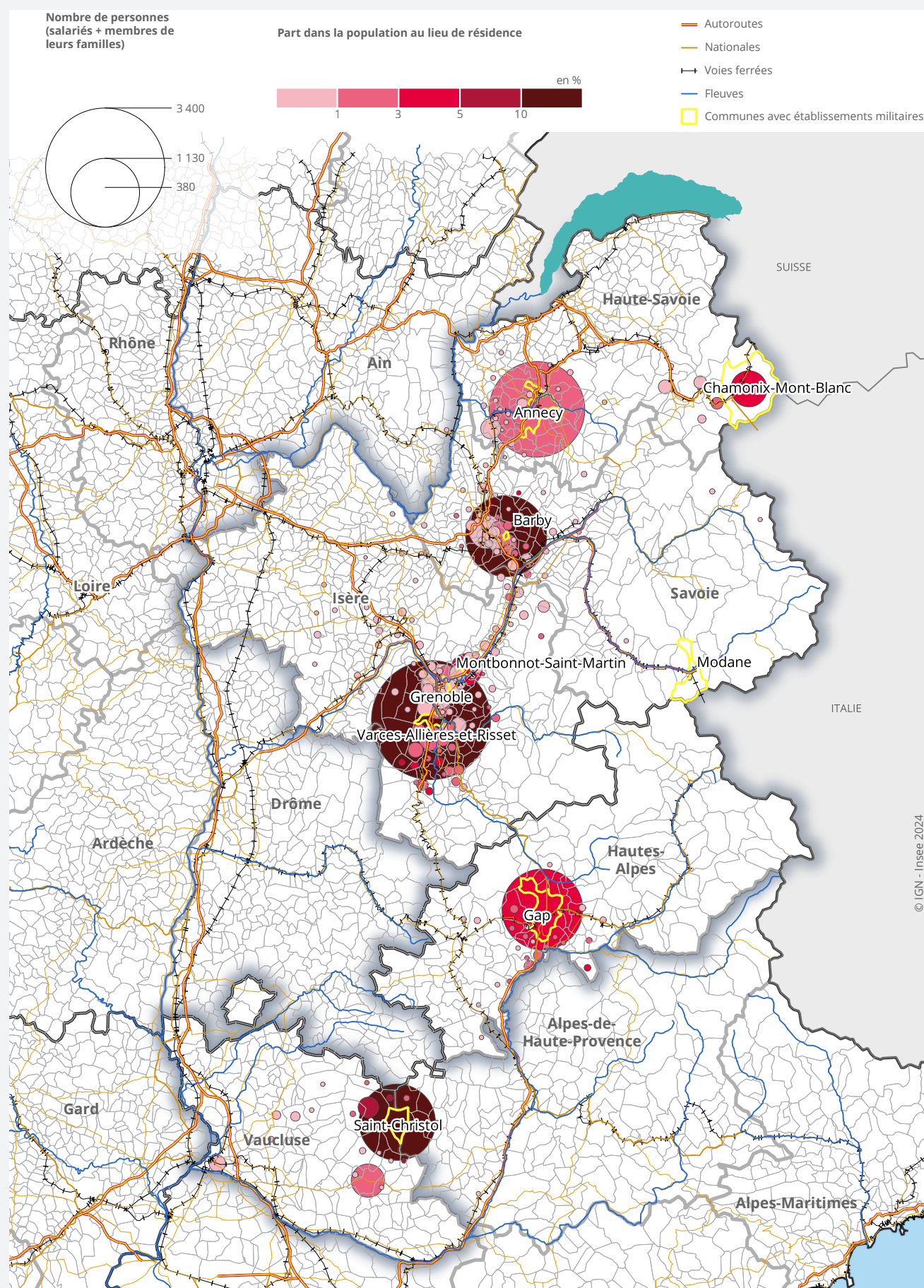
La présence des établissements militaires est d'autant plus influente dans le sud, les zones d'altitude et la partie nord de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. À Gap ou à Chamonix-Mont-Blanc, un actif occupé sur vingt est un salarié dont l'activité a un lien avec des entités du ministère. La commune de Saint-Christol et ses alentours, relativement éloignés des principaux axes de communication, sont marqués dans leur vie locale par la présence du 2^e REG. Les actifs occupés de la commune et de ses voisines sont en grande partie des salariés de la garnison. Elle est un acteur économique important du territoire.

Dans le sud de l'Isère, l'importance de la présence militaire est aussi nette : à Varcès-Allières-et-Risset, plus d'un actif occupé sur deux est concerné par la présence militaire. Au sud de Varcès, où l'influence de Grenoble est moindre, la part des actifs occupés concernés y est d'autant plus élevée pour de nombreuses communes. Les actifs occupés dépendant des garnisons militaires représentent aussi un actif occupé sur deux à Barby.

L'axe Chambéry-Grenoble, de par sa position intermédiaire entre les quartiers militaires de Barby et de Varcès-Allières-et-Risset, demeure un lieu de résidence important pour les salariés sous influence des garnisons. La commune de Montbonnot-Saint-Martin est elle aussi située sur cet axe. Ainsi une part non négligeable d'actifs occupés de cet axe travaille de manière directe, indirecte ou induite pour les garnisons militaires.

En additionnant les membres de leurs familles qui dépendent en partie des revenus de ces emplois répartis sur le territoire, 22 070 personnes sont concernées par les entités du ministère des Armées en zones alpines. ●

► 4. Communes de résidence des salariés de la 27^e BIM et de leurs familles en 2020



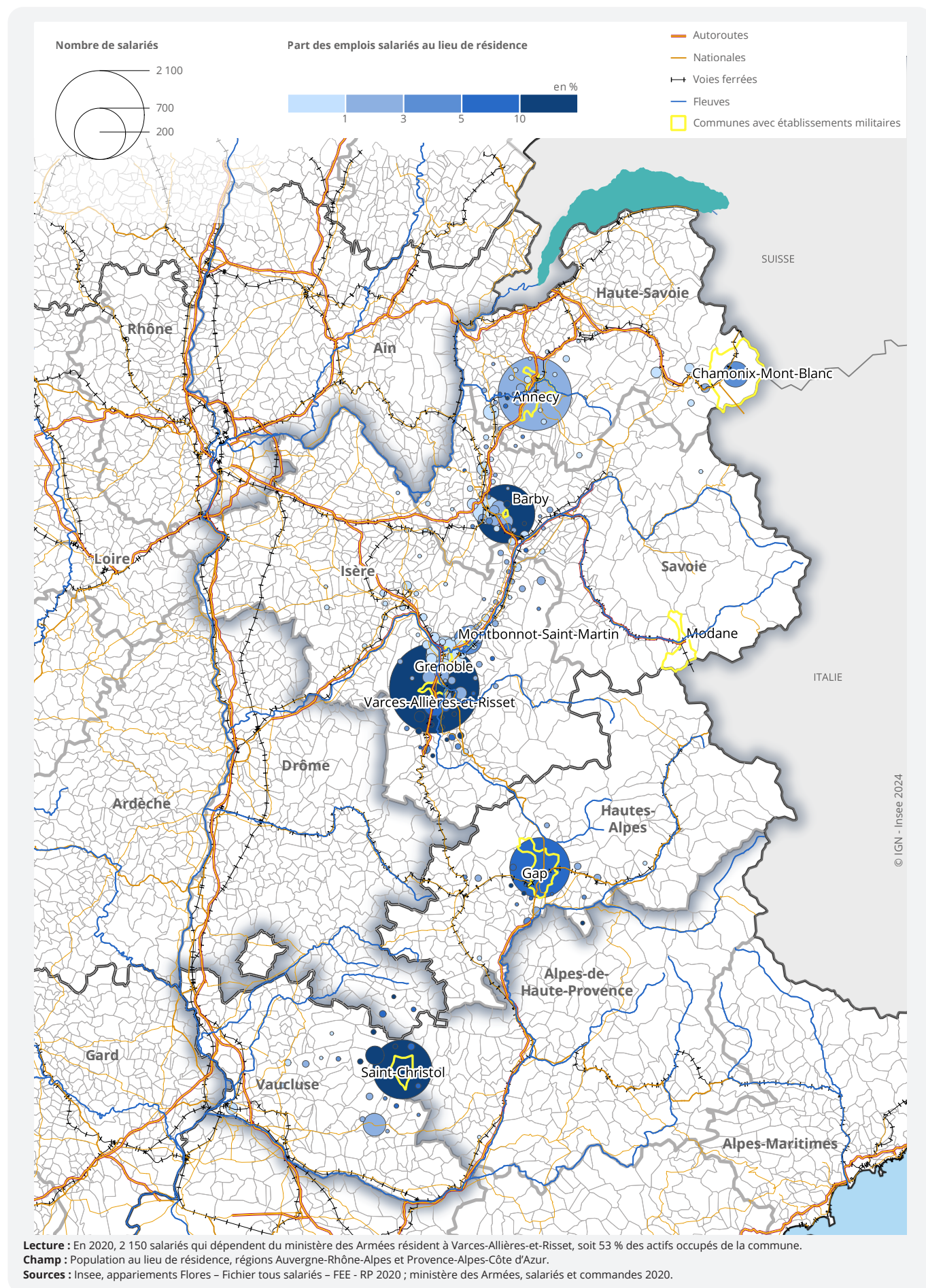
Lecture : En 2020, 3 400 salariés de la 27^e BIM et leurs familles résident à Vercors-Allières-et-Risset, soit 41 % de la population de la commune.

Champ : Population au lieu de résidence, régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

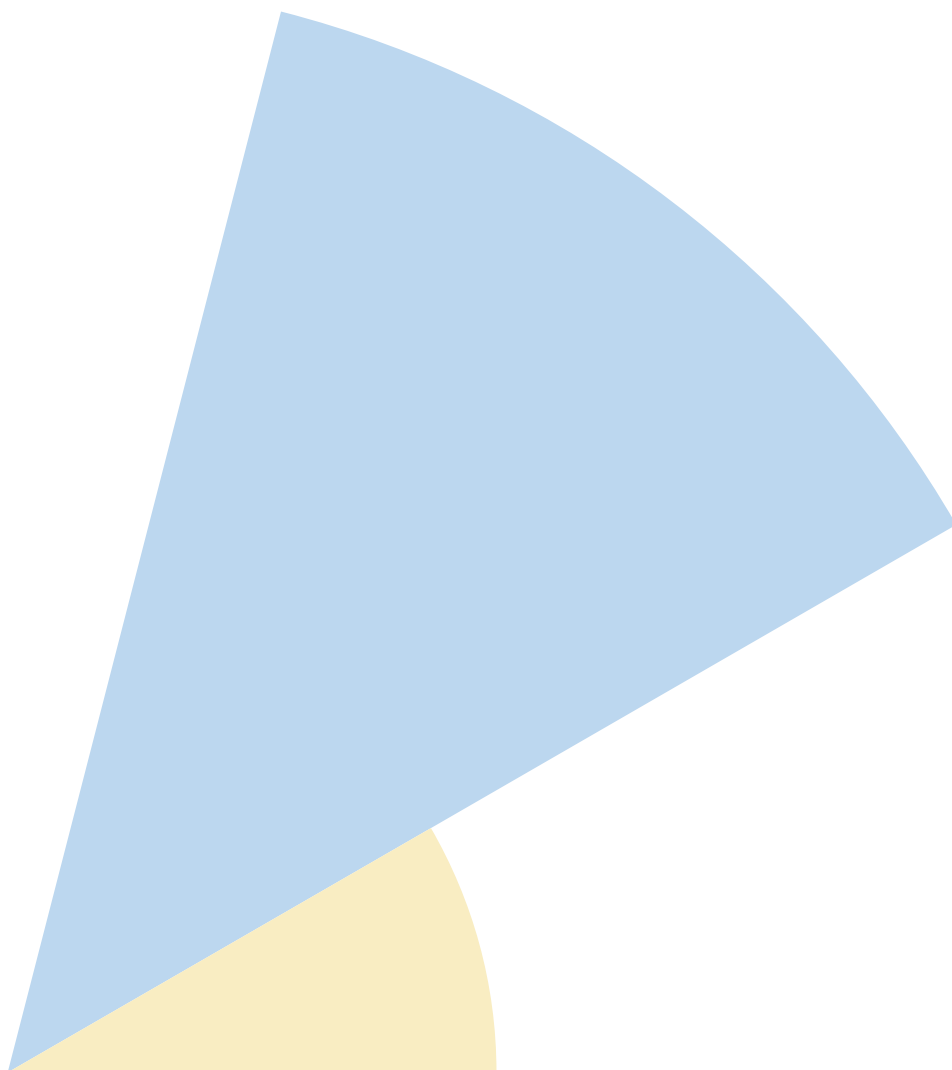
Sources : Insee, appariements Flores - Fichier tous salariés - FEE - RP 2020 ; ministère des Armées, salariés et commandes 2020.

© IGN - Insee 2024

► 5. Communes de résidence des salariés qui dépendent directement, indirectement ou de manière induite du ministère des Armées en 2020



Département de l'Isère



8 750 personnes et 4 320 emplois dépendent des entités du ministère des Armées

En Isère, en 2020, le ministère des Armées emploie, dans les établissements des zones alpines, 3 140 salariés militaires, civils, réservistes ou stagiaires, en équivalent temps plein. Sa zone d'influence, centrée autour de Varcès-Allières-et-Risset, s'étend sur plus d'une trentaine de communes. Au-delà des emplois directs sur ses différents sites comme Montbonnot-Saint-Martin ou Grenoble, le ministère des Armées génère, sur le territoire, l'équivalent de 1 180 autres emplois indirects et induits. Pour l'essentiel, ces emplois sont générés par la consommation quotidienne des familles des personnels de la 27^e brigade d'infanterie de montagne.

3 140 emplois directs, principalement à Varcès-Allières-et-Risset

Les unités du ministère des Armées (MinArm) emploient 3 090 salariés en Isère. La quasi-totalité, soit 2 900 personnes, sont des militaires ; 180 civils travaillent également sur les différents sites isérois, soit 6 % des effectifs. Par ailleurs, 560 **réservistes** sont présents ponctuellement pour des formations ou des courtes missions. Ils correspondent à près de 50 emplois équivalents temps plein sur l'année. Ainsi, l'équivalent de 3 140 salariés travaillent directement pour le MinArm ► **figure 1**.

Les activités sont principalement situées sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset qui accueille 2 700 personnels. L'état-major de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM), comprenant la 27^e compagnie de commandement et de transmission de montagne, est constitué de 280 personnes. Cette dernière met en œuvre les systèmes d'information et de communication opérationnels au profit de l'état-major. Les deux principales unités de combat présentes sur place sont le 7^e bataillon de chasseurs alpins (7^e BCA) avec 1 210 militaires et le 93^e régiment d'artillerie de montagne (93^e RAM) avec 890 personnes ► **encadré**. Le détachement du 7^e régiment du matériel emploie aussi un effectif d'une centaine de personnes. Divers autres services interarmées de soutien sont aussi présents, en particulier le groupement de soutien et le centre médical, ces derniers regroupant 220 agents.

La commune de Montbonnot-Saint-Martin accueille le lycée de la défense

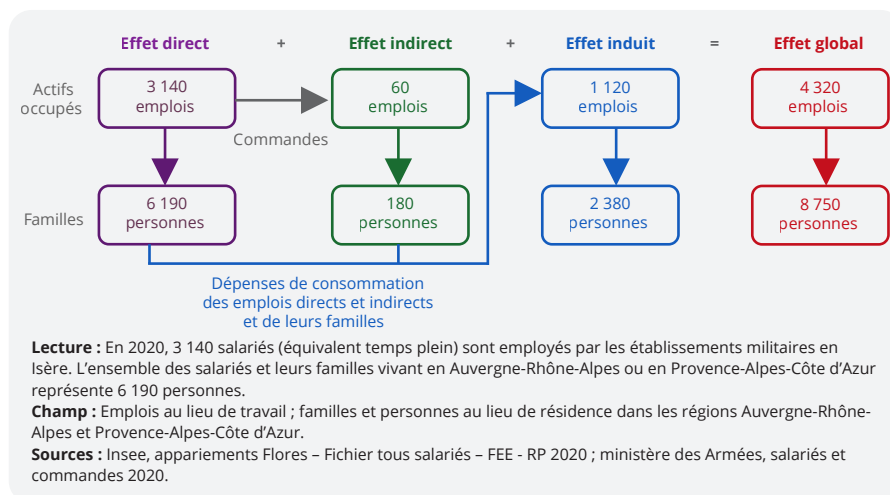
de l'armée de l'Air et de l'Espace qui emploie 270 personnes, comprenant les enseignants et les 120 élèves majeurs sous contrat (les élèves mineurs n'ont pas de contrat et ne sont donc pas comptabilisés dans cette étude). Une centaine de personnes sont aussi présentes à Grenoble, dont 60 au sein de l'unité du service d'infrastructure de la défense. D'autres sites en Isère font l'objet d'une exploitation militaire pour de la formation ou pour l'entraînement, en particulier le camp de Chambaran et les postes militaires de montagne de Chamrousse ou de l'Alpe d'Huez.

La grande majorité des effectifs militaires du département (comme pour l'ensemble de l'armée de Terre) est constituée de **militaires du rang** :

1 780 militaires du rang à temps plein, soit 61 % de l'ensemble des effectifs. La garnison emploie 800 **sous-officiers**, soit 28 % des effectifs militaires. Les **officiers** représentent 7 % de l'effectif, soit 200 personnes. La part des officiers et des sous-officiers est plus importante que pour l'ensemble de la 27^e BIM, compte-tenu de la présence de l'état-major.

Avec 3 140 **emplois directs**, le MinArm est un employeur important à l'échelle départementale. À titre de comparaison, seuls quatre établissements isérois du secteur public dépassent les 3 000 salariés (le centre hospitalier régional, l'université Grenoble-Alpes, le Département de l'Isère et la ville de Grenoble).

► 1. Nombre d'emplois directs, indirects et induits et de personnes concernées par les garnisons iséroises du ministère des Armées en 2020



À noter que l'emploi à Varcès-Allières-et-Risset est fortement marqué par la présence des deux régiments : deux emplois sur trois de la commune correspondent à la catégorie socioprofessionnelle des employés, comprenant notamment les militaires du rang (contre un emploi sur quatre au niveau départemental).

La commune de Varcès-Allières-et-Risset concentre les personnels et leurs familles

L'influence du MinArm est maximale à Varcès-Allières-et-Risset ► **figure 2** : la commune compte 8 300 habitants. 41 % de cette population, soit 3 400 personnes, sont des salariés de la 27^e BIM ou des membres de leurs familles. Par ailleurs, 1 330 militaires y vivent en caserne.

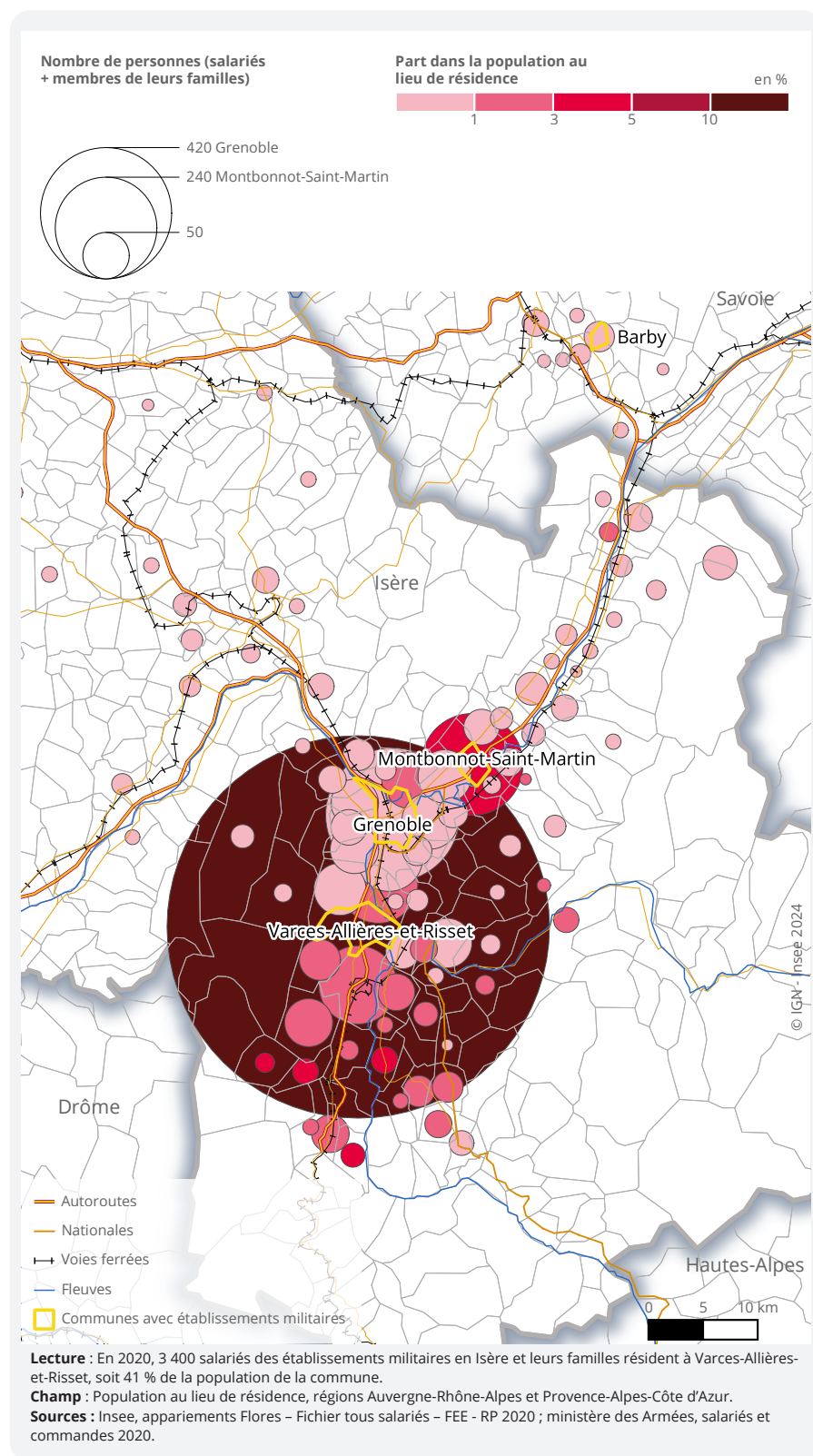
La structure de la population de la commune est ainsi fortement influencée par la présence des militaires. Les hommes représentent 58 % de la population communale contre 49 % pour le département. Parmi eux, 39 % sont âgés entre 15 et 29 ans, soit vingt points de plus que dans l'ensemble de l'Isère. Il s'agit de la tranche d'âge où la population militaire est la plus fortement représentée.

Entre 2009 et 2014, la population a beaucoup augmenté dans la commune (augmentation de 23 %, contre 4 % pour le département). Cette hausse démographique peut être liée à l'arrivée du 7^e BCA en 2012, auparavant localisé à Bourg-Saint-Maurice, en Savoie. L'évolution des effectifs de la garnison reste orientée à la hausse. La population de la commune progresse encore entre 2014 et 2020, mais plus faiblement (+6 %), un rythme qui reste deux fois supérieur à celui du département.

Grenoble regroupe 420 militaires et membres de leur famille, ce qui représente une faible part de l'ensemble de sa population. Montbonnot-Saint-Martin accueille au total 240 personnes parmi les salariés et leurs familles (soit 4 % de la population communale). Le Pont-de-Claix, Vif et Échirolles sont les autres communes où habitent plus de 100 militaires et leurs familles. La part de la population concernée dans ces localités y reste également très faible.

Enfin, parmi l'ensemble des familles et personnels du MinArm en Isère, 3 % d'entre eux n'habitent pas dans le département. Ils résident alors surtout en Savoie.

► 2. Communes de résidence des salariés des établissements militaires et de leurs familles en Isère, en 2020



La consommation des salariés et de leurs familles induit 1 120 emplois

Les commandes des établissements militaires en Isère s'élèvent à 18 millions d'euros. Elles sont notamment consacrées à des activités de construction à Varcès-Allières-et-Risset. Ces commandes

permettent d'estimer **l'emploi indirect**, c'est-à-dire l'emploi des fournisseurs et prestataires locaux du ministère. Entre 2019 et 2021, il représente environ l'équivalent de 60 emplois, et 180 personnes si l'on tient compte des membres des familles de ces 60 salariés. Elles s'ajoutent aux 6 190 personnes concernées par les emplois directs.

D'autre part, les salariés directs et indirects ainsi que leurs familles génèrent 1 120 emplois par leurs consommations et leurs besoins quotidiens. Ce sont les **emplois induits**. Le nombre de personnes concernées par ces emplois (les familles de ces 1 120 salariés) est estimé à 2 380 personnes.

Un impact global estimé à 4 320 emplois et 8 750 personnes concernés

Si l'on considère la totalité des familles des salariés concernés, directement, indirectement ou de façon induite, par les établissements militaires, 8 750 personnes ont un revenu qui dépend en tout ou partie de l'activité de ces établissements militaires. En prenant en compte tous les effets, les établissements étudiés contribuent

► Encadré – Des régiments anciens, une implantation locale variée

Les deux principales unités situées en Isère, le 93^e RAM et le 7^e BCA, ont un lien historique avec les territoires alpins.

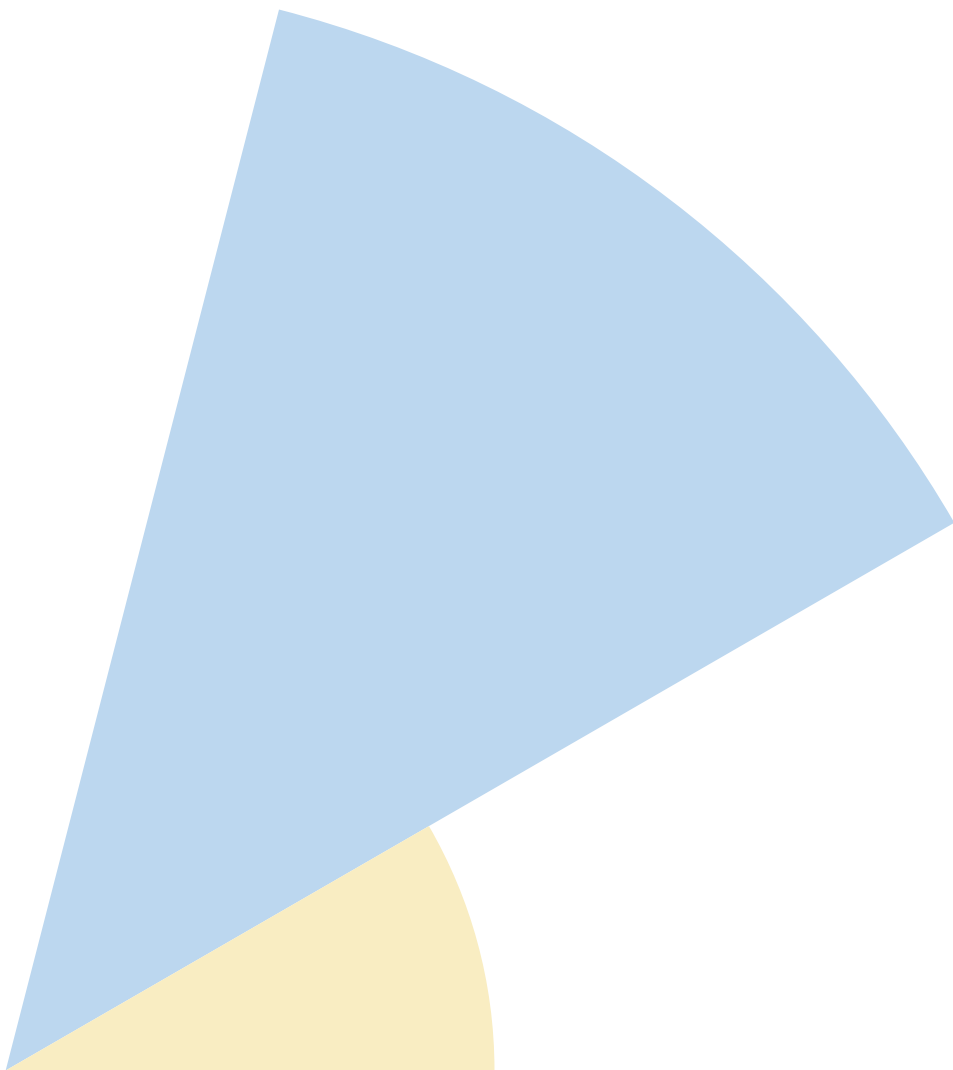
Le 7^e BCA a été créé en 1840. Il se démarque comme une unité d'infanterie spécialisée dans le combat en montagne qui exige rusticité, résistance, autonomie, adaptation aux conditions extrêmes, cohésion et sang-froid. Régulièrement engagé en opérations extérieures depuis 1983, il a été projeté sur tous les théâtres d'opérations de l'armée française.

Le 93^e régiment de montagne est formé en 1924 à Grenoble. Spécialisé dans l'action en terrain montagneux ou accidenté et par conditions climatiques hivernales exigeantes, le 93^e RAM est l'unique régiment de montagne de l'artillerie. Il assure les appuis feux sol-sol de la 27^e BIM, le guidage des appuis air-sol à son profit, sa défense sol-air à très courte portée et lui fournit du renseignement d'origine multi-capteurs.

à 4 320 emplois en Isère et dans les départements limitrophes. Les salariés, tous effets confondus, résident principalement sur trois communes : 2 100 personnes habitent à Varcès-Allières-et-Risset (où ils représentent 52 % des actifs occupés), 360 à Grenoble (où leur poids est très faible par rapport à la population active de cette

grande ville) et 210 à Montbonnot-Saint-Martin (4 % des actifs occupés). Dans la commune de Vif, plus de 100 personnes sont concernées, soit 7 % des actifs occupés de cette commune. Ce taux peut être encore plus important dans quelques communes au sud, plus petites et moins sous l'influence de la métropole grenobloise. ●

Département de la Haute-Savoie



4 250 personnes et 2 100 emplois dépendent des entités du ministère des Armées

En 2020, le ministère des Armées emploie 1 550 salariés, militaires, civils ou réservistes en équivalent temps plein en Haute-Savoie. De par leur présence, les établissements militaires ont une influence sur 550 autres emplois indirects et induits. Leur implantation au sein des communes d'Annecy ou de Chamonix-Mont-Blanc est importante. Mais leur poids par rapport à la population totale est plus faible en Haute-Savoie que dans d'autres départements.

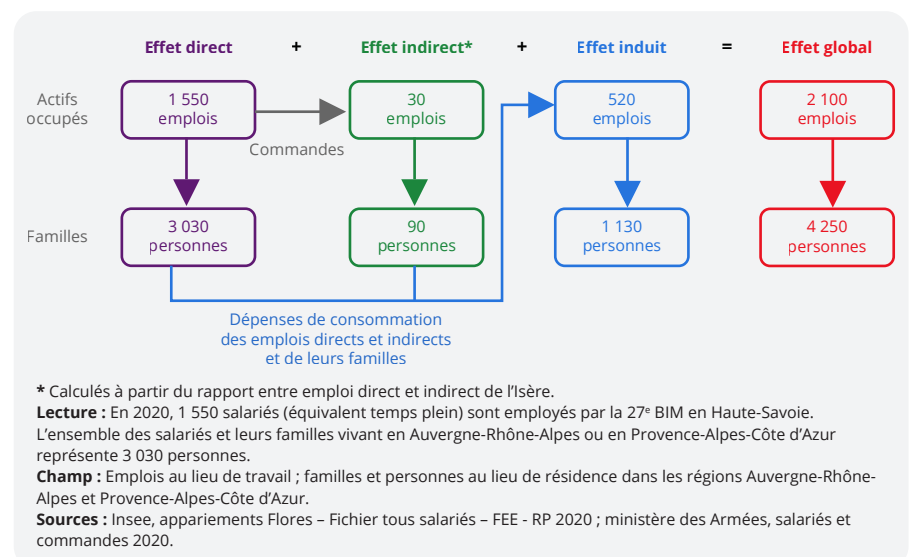
1 550 emplois directs dans les établissements militaires hauts-savoyards

Les entités du ministère regroupent 1 490 personnels en Haute-Savoie, dont 1 440 militaires. Une cinquantaine de civils travaillent entre Annecy et Chamonix-Mont-Blanc pour soutenir les unités. De passage pour des formations ou de courtes missions, 290 **réservistes** sont présents ponctuellement sur les sites. Ils représentent 60 emplois équivalents temps plein sur l'année. Les garnisons ont donc un effectif direct équivalent à 1 550 emplois ► **figure 1**.

La principale unité est située à Cran-Gevrier, dans la commune d'Annecy. Le 27^e bataillon de chasseurs alpins (27^e BCA) y est le régiment principal depuis son installation en 1922. Aujourd'hui, il se compose de 1 230 personnes. Un groupement de soutien et d'autres services de soutien interarmées sont basés dans la même commune. À Chamonix-Mont-Blanc, l'École militaire de haute-montagne est le centre de formation technique des cadres de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM) ► **encadré**. Près de 130 personnes y travaillent et 800 stagiaires y sont formés annuellement. Enfin, l'équipe de France militaire de ski (EFMS) et le Groupe militaire de haute montagne (GMHM) sont dans cette école.

La structure hiérarchique des entités du ministère dans le département est similaire à celle de l'ensemble de la 27^e BIM. Elle se compose de 1 000 **militaires du rang** à temps plein, qui représentent donc sept emplois sur dix dans l'ensemble des effectifs militaires ; 360 **sous-officiers** (soit un militaire sur quatre) et 80 **officiers**.

► 1. Nombre d'emplois directs, indirects et induits et de personnes concernées par les garnisons haut-savoyardes du ministère des Armées en 2020



Avec ces 1 550 **emplois directs**, la 27^e BIM est un employeur important à l'échelle départementale. À titre de comparaison, seuls trois établissements hauts-savoyards du secteur public dépassent les 1 500 salariés (le centre hospitalier annécien, la commune d'Annecy et le Département).

Les salariés et leurs familles habitent des grandes communes

On estime que 3 030 personnes sont des salariés employés directement par les armées et des membres de leurs familles. Ils habitent surtout dans les communes de leur lieu de travail ► **figure 2**. À Annecy, 2 180 habitants sont concernés. Avec plus de 130 000 habitants, l'influence

directe de la garnison est donc modeste à Annecy (2 % des habitants sont concernés directement par l'établissement militaire). Elle concentre la plus grande partie des militaires et de leurs familles, d'autant que 560 d'entre eux vivent sur place en caserne.

Chamonix-Mont-Blanc regroupe 310 salariés directs et membres de leurs familles ce qui représente 4 % de la population. Il s'agit de la part communale la plus importante dans le département. Les communes limitrophes d'Annecy, comme Chavanod, ou celles situées plus à l'ouest, accueillent les autres familles. Une centaine de personnes et leurs familles habitent la commune de Rumilly.

Mais la part de la population communale y est plus faible (1 %).
Seulement 1 % des salariés et membres de leurs familles n'habitent pas dans le département de la Haute-Savoie.
Ces derniers résident alors surtout en Savoie.

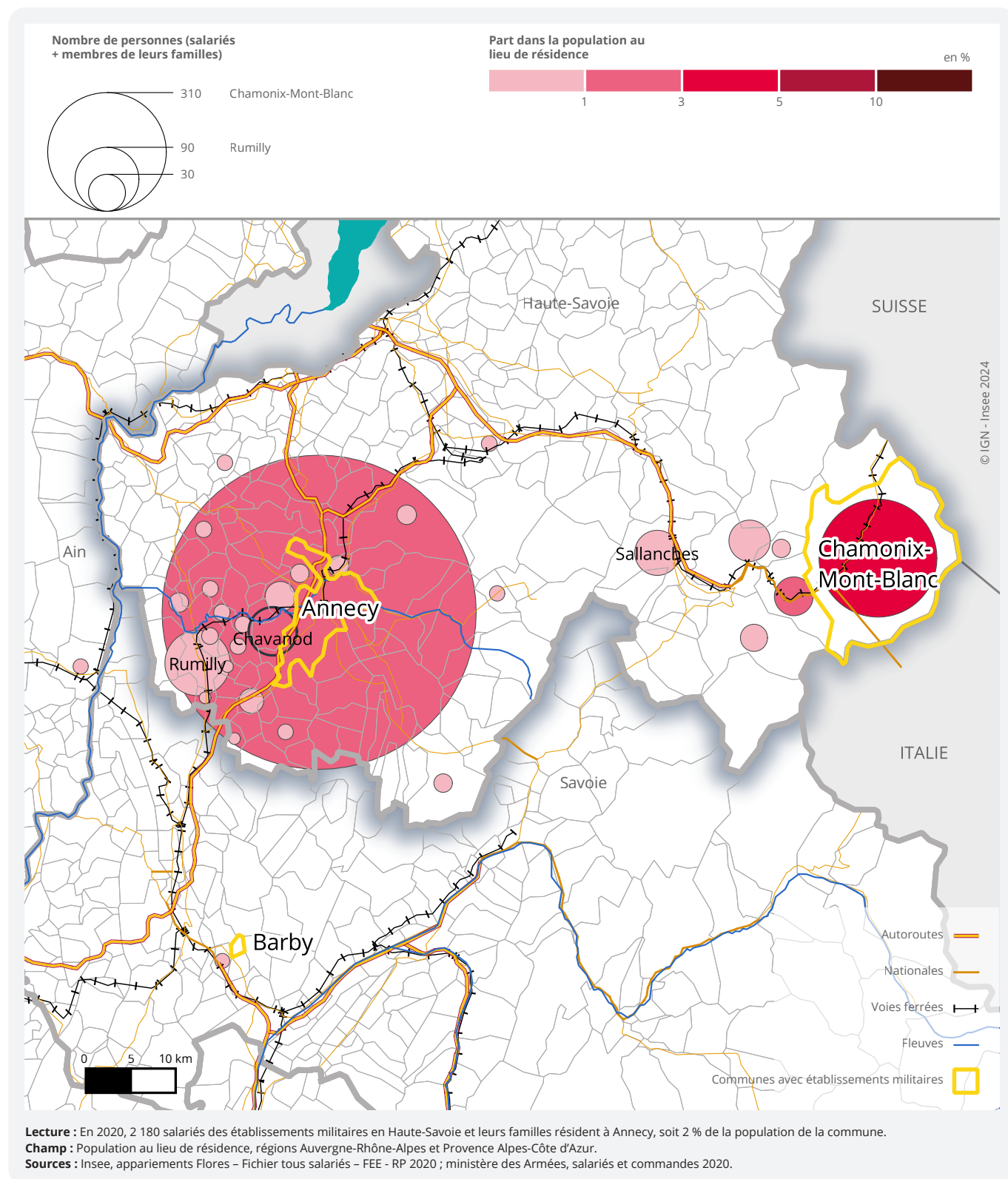
Des emplois indirects et induits modestes

Les commandes passées par la garnison en Haute-Savoie et la consommation des familles des militaires génèrent 550 emplois.

Les familles relevant de ces 550 emplois représentent 1 220 personnes.

L'**emploi indirect** seul correspond à 30 emplois et l'ensemble de leurs familles à 90 personnes.

► 2. Communes de résidence des salariés de la 27^e BIM en Haute-Savoie et de leurs familles en 2020



Pour les **emplois induits**, les salariés concernés sont 520 et l'ensemble de leurs familles représente 1 130 personnes dans le département.

Un impact global estimé à 2 100 emplois en Haute-Savoie

En cumulant l'emploi direct et les effets indirects et induits, les garnisons d'Annecy et de Chamonix-Mont-Blanc contribuent à 2 100 emplois au total en Haute-Savoie et dans les départements limitrophes.

Les salariés, tous effets confondus, résident principalement à Annecy ou à Chamonix-Mont-Blanc : 1 430 personnes résident à Annecy, soit 2 % des emplois salariés de la commune. 170 personnes habitent à Chamonix-Mont-Blanc, où ils représentent 4 % des actifs occupés.

Au final, si l'on considère les familles des salariés concernées directement ou indirectement par les établissements militaires, 4 250 habitants perçoivent un revenu dont au moins une partie provient de l'activité des établissements militaires. ●

► Encadré – À Chamonix-Mont-Blanc, 270 emplois et 620 personnes dépendent de l'École militaire de haute-montagne

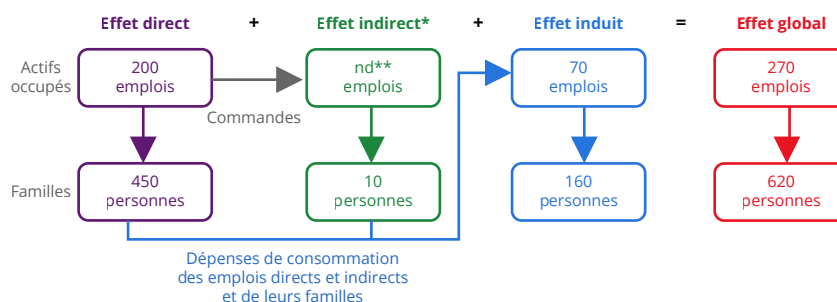
L'impact total de la présence des militaires à Chamonix-Mont-Blanc est de 270 emplois.

► **figure.**

L'École militaire de haute-montagne est le principal établissement avec un effectif de 130 personnels auxquels se rajoutent les dix alpinistes de haut niveau du Groupe militaire de haute-montagne. De même, elle accueille les athlètes de l'équipe de France militaire de ski qui représente 50 personnes. Ainsi, 200 personnes y travaillent directement. Leur présence à Chamonix-Mont-Blanc engendre 70 emplois induits. Cette école assure la formation de 800 stagiaires chaque année ; mais les retombées économiques de leur présence sur le territoire ne peuvent être estimées de manière rigoureuse.

Au total, les activités militaires concernent près 620 personnes et leurs familles.

Nombre d'emplois directs, indirects et induits et de personnes concernées par les unités du ministère des Armées à Chamonix-Mont-Blanc



* Calculés à partir du rapport entre emploi direct et indirect de l'Isère.

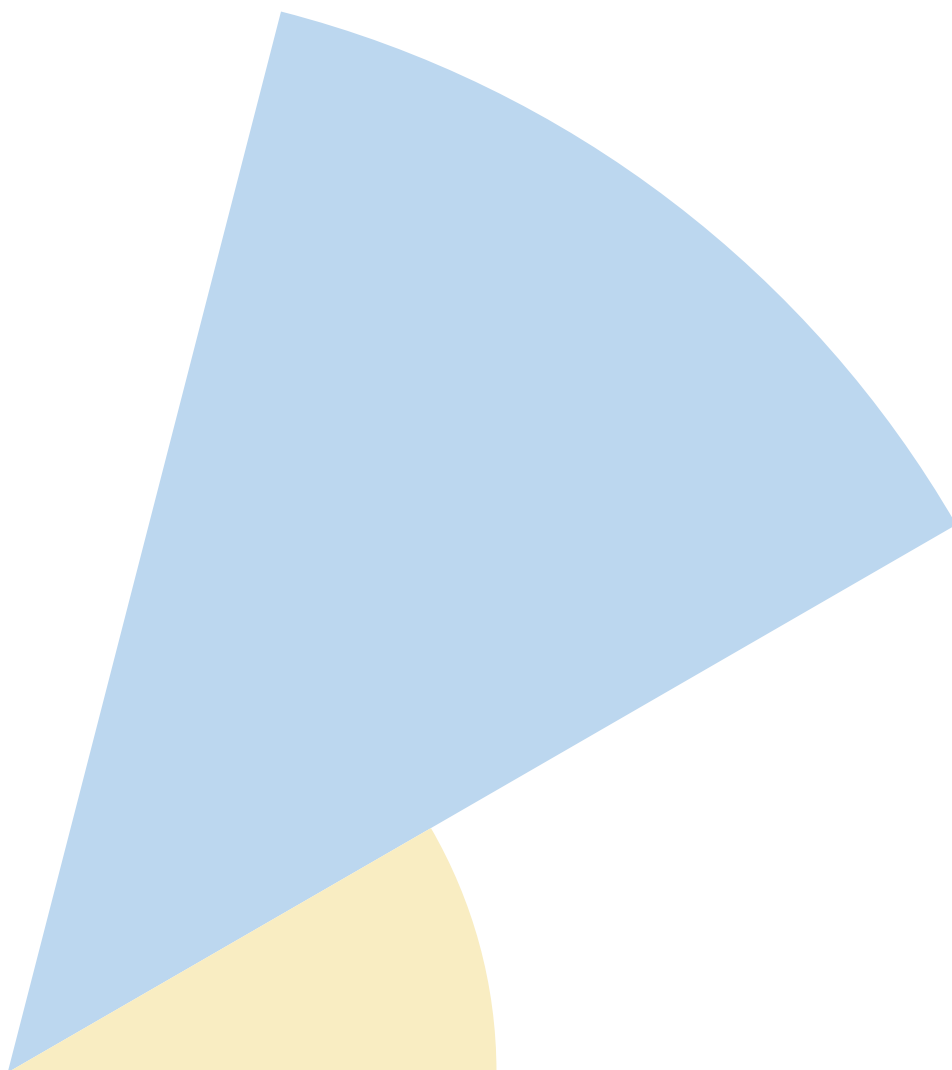
** Non disponible.

Lecture : En 2020, 200 salariés (équivalent temps plein) sont employés par les établissements militaires à Chamonix-Mont-Blanc. L'ensemble des salariés et leurs familles vivant en Auvergne-Rhône-Alpes ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur représente 450 personnes.

Champ : Emplois au lieu de travail ; familles et personnes au lieu de résidence dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Sources : Insee, appariements Flores – Fichier tous salariés – FEE - RP 2020 ; ministère des Armées, salariés et commandes 2020.

Département de la Savoie



3 860 personnes et 1 840 emplois dépendent des entités de la 27^e BIM

En 2020, en Savoie, le ministère des Armées emploie directement 1 330 salariés, militaires, civils ou réservistes, en équivalent temps plein. L'implantation de la 27^e brigade d'infanterie de montagne est très concentrée sur la commune de Barby, faisant partie de l'agglomération de Chambéry. Par les commandes du site de Barby et les consommations des salariés et de leurs familles, 510 autres emplois sont générés. Au total, 1 840 emplois et 3 860 personnes dépendent d'un revenu qui provient de la présence du ministère des Armées.

1 330 militaires dans les établissements militaires savoyards

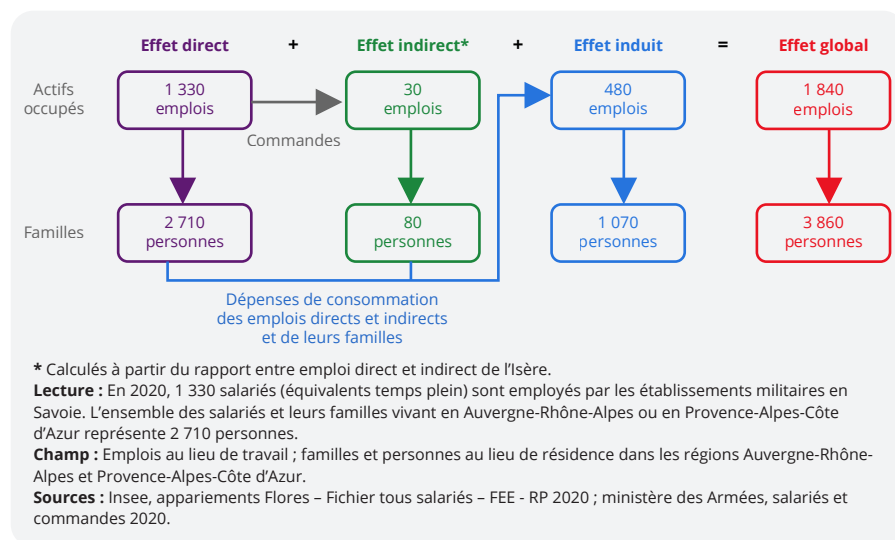
La garnison militaire de Barby emploie 1 300 personnes ► **figure 1**. L'intégralité, ou presque, du personnel de la garnison est militaire, soit 1 280 personnes. Seuls 20 civils complètent les effectifs. L'établissement de Barby accueille également 180 **réservistes** une partie de l'année, pour des missions brèves ou des formations. Ils correspondent à 30 emplois équivalents temps plein (ETP) sur l'année. Ainsi, l'emploi direct de la garnison savoyarde est de 1 330 salariés.

La principale unité est le 13^e bataillon de chasseurs alpins (13^e BCA). Avec 1 240 personnes, c'est l'unité majeure du quartier militaire, à Barby depuis son emménagement en juin 1980. Corps d'infanterie motorisée, le 13^e BCA est expert du combat, des déplacements et de la vie en terrain montagneux dans des conditions extrêmes.

Le département de la Savoie comporte également un centre d'entraînement (le GAM : groupement d'aguerrissement en montagne) à Modane ► **encadré**. Le groupement de soutien et les différents services de soutien interarmées, situés entre Chambéry et Barby, représentent 60 salariés.

Les effectifs militaires savoyards sont davantage des **militaires du rang** que dans l'ensemble de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM). Parmi l'ensemble du personnel militaire, 980 personnes sont des militaires du rang à temps plein, soit 76 %, dix points de plus que pour l'ensemble de la 27^e BIM. Cette proportion est, elle aussi, visible dans la structure des emplois de Barby : trois emplois sur cinq appartiennent à la catégorie des employés, contre un sur quatre dans l'ensemble de la Savoie. On compte également 250 **sous-officiers** qui

► 1. Nombre d'emplois directs, indirects et induits et de personnes concernées par les garnisons savoyardes de la 27^e brigade d'infanterie de montagne en 2020



représentent 20 % des effectifs des entités militaires du département. Les **officiers** sont au nombre de 60, ce qui équivaut à 5 % de l'effectif militaire.

En comparant avec les principaux établissements employeurs de Savoie, la garnison de Barby et ses 1 330 **emplois directs**, constitue le troisième établissement en nombre d'ETP. Seuls le centre hospitalier savoyard et le Département de la Savoie ont plus de 1 300 salariés.

Un impact modéré sur l'agglomération

Les salariés et leurs familles habitent pour l'essentiel au sein de l'agglomération de Chambéry.

L'influence du 13^e BCA est très forte à Barby ► **figure 2**, d'autant que la commune ne compte que 3 500 habitants. Les militaires et leurs familles représentent 45 % de cette population, soit 1 550 personnes. En 2020, 450 vivaient en caserne au sein de la garnison savoyarde.

► Encadré – Le groupement d'aguerrissement en montagne à Modane

Une trentaine de personnes travaillent au Groupement d'aguerrissement en montagne (GAM) à Modane, situé à la frontière italienne, au sud de la Savoie. Il est cependant administrativement rattaché à l'École militaire de haute-montagne de Chamonix-Mont-Blanc.

Le GAM est l'héritier du Centre national d'aguerrissement en montagne (situé auparavant à Briançon et à Barcelonnette). Il est, depuis 2009, le seul centre d'entraînement en montagne de l'armée de Terre.

Ainsi, la structure de la population de la commune est très fortement influencée par la présence des militaires. Les hommes représentent 54 % de la population contre 49 % pour le département. Parmi eux, 34 % sont âgés entre 15 et 29 ans (contre 17 % pour le département). C'est dans cette tranche d'âge que les militaires sont les plus représentés.

Chambéry est la deuxième commune de résidence avec 250 salariés directs et membres de leurs familles, représentant toutefois une part très faible de l'ensemble de sa population (59 900 habitants). Les communes limitrophes de La Ravoire et de Challes-les-Eaux accueillent une centaine de salariés et leurs familles. Compte tenu de la taille des communes, la part de la population liée aux familles des militaires ne dépasse pas 1 %. Enfin, 4 %

des salariés et leurs familles n'habitent pas dans le département de la Savoie, mais plutôt en Isère.

Des emplois à partir de la consommation des familles et des commandes

Pour le bon fonctionnement du site militaire, la garnison savoyarde passe des commandes auprès de fournisseurs locaux. Même si l'ensemble des emplois des marchés nationaux ne sont pas pris en compte ici, le volume des **emplois indirects** est estimé à 30 emplois. Ils concernent, en plus, 80 membres de leurs familles.

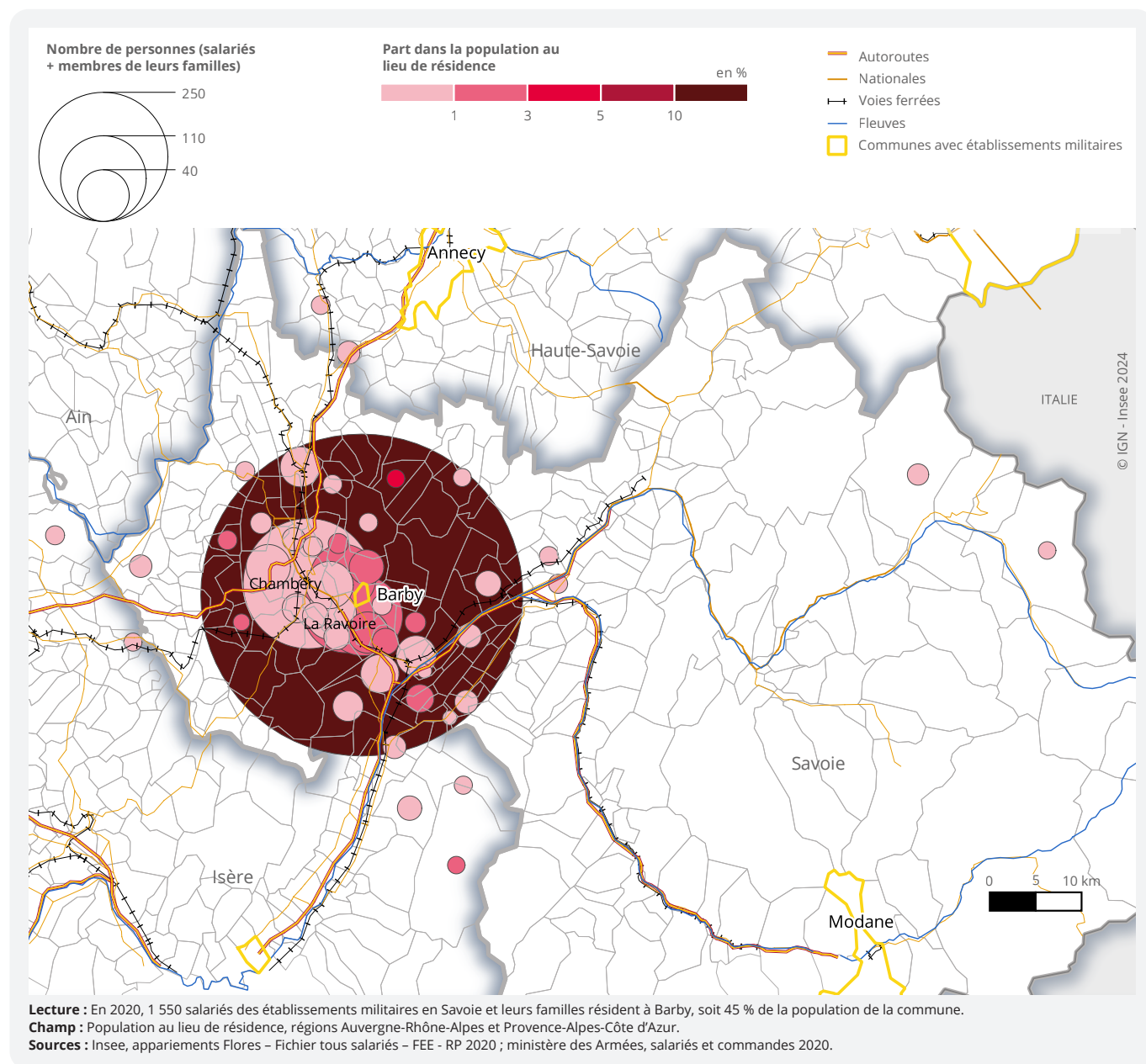
La consommation des familles des salariés, directs et indirects, contribue à la création d'**emplois induits**. Ils sont estimés à 480 ETP en Savoie, ce qui permet aux

1 070 personnes de leurs familles de vivre, au moins partiellement et de manière induite, des revenus tirés de la présence des militaires savoyards.

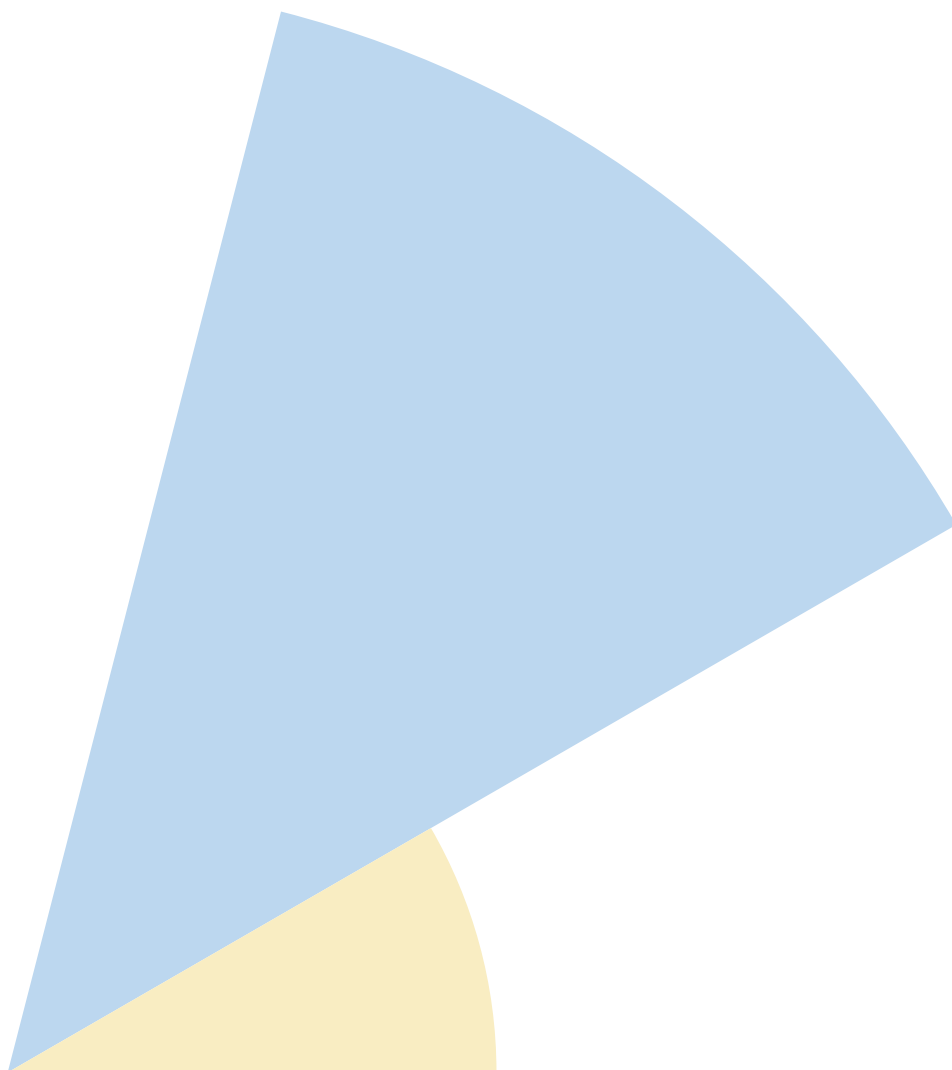
3 860 personnes sont concernées par la présence des militaires en Savoie

Le 13^e BCA, par sa présence, génère au total 1 840 emplois directs, indirects ou induits. Des emplois qui se concentrent plus précisément dans les communes de l'agglomération de Chambéry, dont Barby. Près de 1 290 salariés, tous effets confondus, résident à Chambéry ou dans les communes limitrophes. Précisément, 910 salariés habitent à Barby (où ils représentent 58 % des actifs occupés). Au total, en Savoie, 3 860 habitants sont concernés par la présence de la garnison militaire à Barby. ●

► 2. Communes de résidence des salariés des établissements militaires en Savoie et de leurs familles en 2020



Département du Vaucluse



2 640 personnes et 1 430 emplois dépendent de la 27^e BIM

En 2020, le ministère des Armées emploie 1 140 salariés, militaires, civils ou réservistes en équivalent temps plein, dans la base de Saint-Christol. À la différence des autres sites militaires de la 27^e brigade d'infanterie de montagne, Saint-Christol est une commune à l'écart de l'influence des grandes villes, qui ne bénéficie pas d'une desserte par de grandes infrastructures, ce qui renforce l'importance de la garnison sur ce territoire. Ainsi, outre les militaires, près de 290 autres emplois indirects et induits sont générés par la présence du 2^e régiment étranger de génie. Au total, près de 2 640 personnes dépendent d'un revenu qui provient, d'une façon ou d'une autre, de cet établissement militaire.

Saint-Christol concentre 1 140 légionnaires

Dans le Vaucluse, 1 140 salariés sont employés par la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM) ► **figure 1**. Ils sont tous militaires, à l'exception d'une vingtaine de civils qui travaillent sur le site de Saint-Christol d'Albion, à l'est du département du Vaucluse ► **encadré**.

1 120 militaires composent le 2^e régiment étranger de génie (REG), dont très peu de **réservistes**. Contrairement aux autres régiments de la zone alpine, ce régiment est composé de légionnaires. Les civils travaillent parmi les quelques autres services, comme le groupement de soutien ou l'antenne médicale.

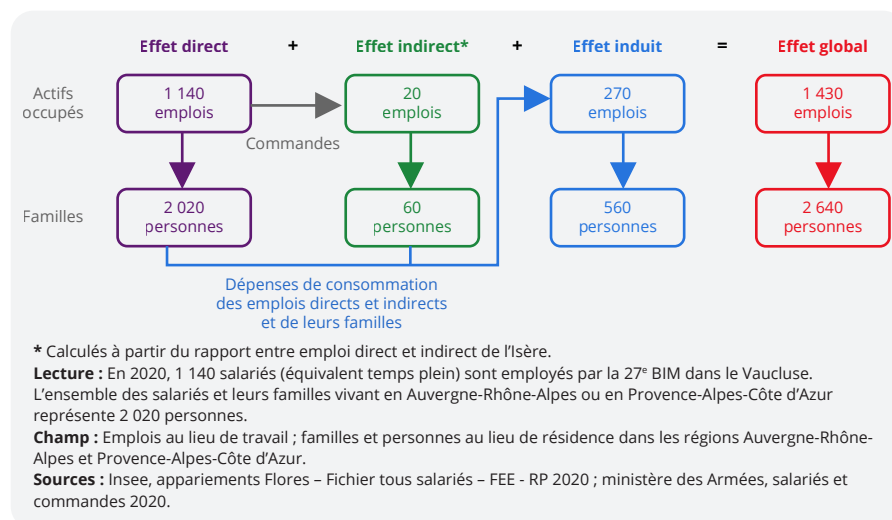
La majorité des effectifs militaires dans le département sont des militaires du rang avec 790 personnes, soit sept militaires sur dix. En proportion, il y a légèrement plus de **militaires du rang** dans le Vaucluse que pour l'ensemble des garnisons. 260 **sous-officiers** et 70 **officiers** composent le reste des personnels.

Avec 1 140 **emplois directs**, la 27^e BIM fait partie des établissements employeurs qui ont plus de 1 000 salariés dans le Vaucluse. Les quatre autres établissements vauclusiens dans ce cas relèvent du secteur public (les centres hospitaliers d'Avignon et de Montfavet, la commune d'Avignon et le Département).

Saint-Christol est très lié au 2^e REG

Un lien très fort unit la commune de Saint-Christol à son régiment ► **figure 2** : la commune compte

► 1. Nombre d'emplois directs, indirects et induits et de personnes concernées par la garnison de Saint-Christol en 2020



1 430 habitants en 2020 et une majorité d'habitants sont des personnels employés directement par le régiment ou des membres de leurs familles. Pour une partie, ils vivent en caserne.

La structure de la population de la commune témoigne de la forte présence des légionnaires. Les hommes

représentent trois habitants sur quatre. Précisément, un habitant sur trois est un homme âgé entre 15 et 29 ans (contre moins d'un sur dix pour le département), tranche d'âge où la population militaire est plus fortement représentée. Qui plus est, avec la création du régiment au 1^{er} janvier 1999, la population communale a doublé.

► Encadré – Le quartier militaire de Saint-Christol, une base qui a subi des mutations

Le quartier militaire de Saint-Christol est, à l'origine, l'ancienne base aérienne 200 « Apt-Saint-Christol » qui accueillait les missiles balistiques de la force de dissuasion nucléaire. En 1996, le site est démantelé, et en 1999 le 2^e REG s'y installe. Il est héritier du patrimoine historique et des traditions des formations du génie de la Légion étrangère ayant servi en Indochine. Il est le régiment de génie d'assaut de la 27^e BIM et assure à son profit toutes les missions spécifiques du génie dans le cadre d'un engagement en zone montagneuse et en milieu grand froid : appui à la mobilité, à la contre-mobilité et aide au déploiement d'urgence, requérant les savoir-faire spécifiques à ces environnements.

Apt accueille 260 salariés directs et membres de leurs familles, ce qui représente toutefois une part modeste de l'ensemble de sa population (2 %). Une centaine de personnels et leurs familles réside également à Sault, soit 7 % de la population. Au sein du chef-lieu du département, Avignon, 70 salariés de la base ou leurs familles sont présents, malgré la distance.

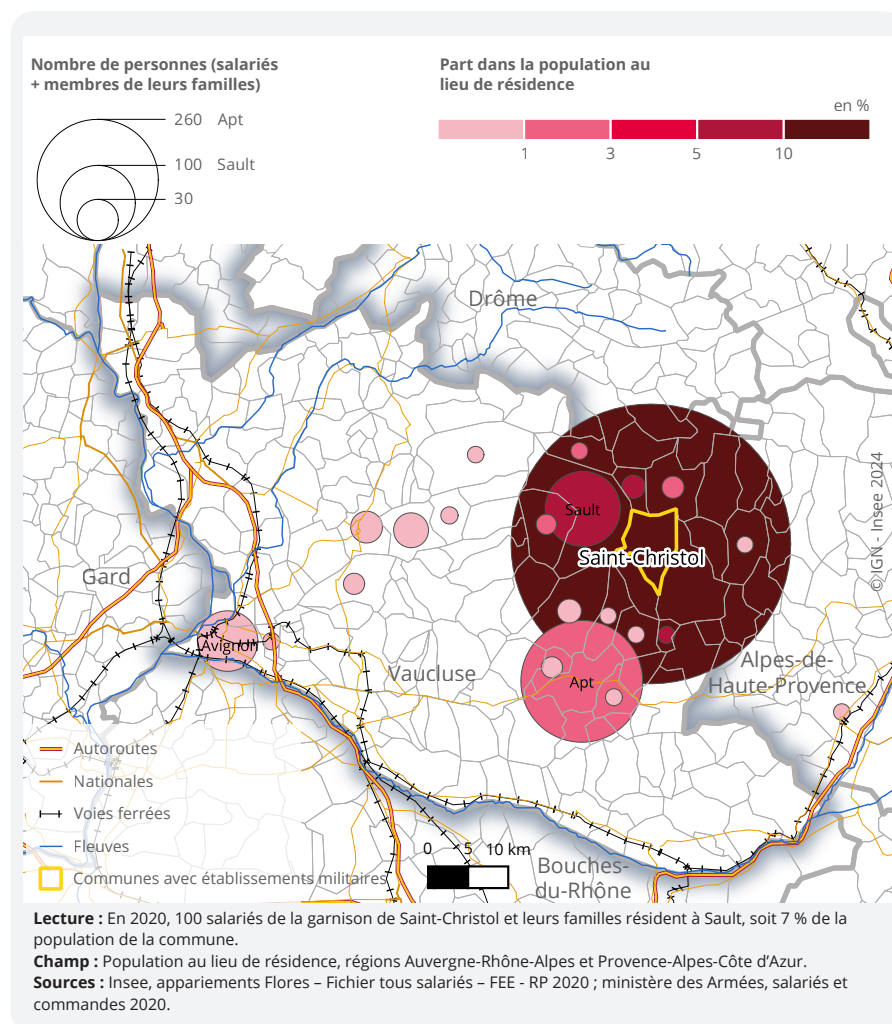
Les salariés et leurs familles habitent quasiment tous dans le Vaucluse. Seulement 1 % d'entre eux n'y habitent pas. Ils résident alors dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Des emplois indirects et induits limités

Les commandes passées par la garnison de Saint-Christol et les besoins créés par la présence des militaires et de leurs familles ont un effet d'entraînement de 290 emplois. Les **emplois indirects** sont estimés à un équivalent de 20 emplois seulement. Quant aux emplois nécessaires aux besoins des familles des militaires qui vivent sur place, ils sont au nombre de 270. En élargissant aux familles, 560 personnes sont donc concernées par les seuls **emplois induits**.

Ces emplois indirects et induits sont proportionnellement moins nombreux que pour l'ensemble de la 27^e BIM : un emploi direct entraîne 0,25 emploi indirect ou induit, contre 0,35 pour l'ensemble. Cela s'explique par l'isolement du territoire de la garnison, loin des axes, dans un bassin de recrutement ne présentant pas le même vivier d'emplois que pour les autres garnisons, proches de plus grandes villes. Ainsi, on compte dans le Vaucluse moins d'emplois induits liés au commerce ou aux hébergements médico-sociaux, mais plus pour l'administration publique et les activités de santé.

► 2. Communes de résidence des salariés de la 27^e brigade d'infanterie de montagne dans le Vaucluse et de leurs familles en 2020



Un impact global estimé à 1 430 emplois et 2 640 habitants dans le Vaucluse

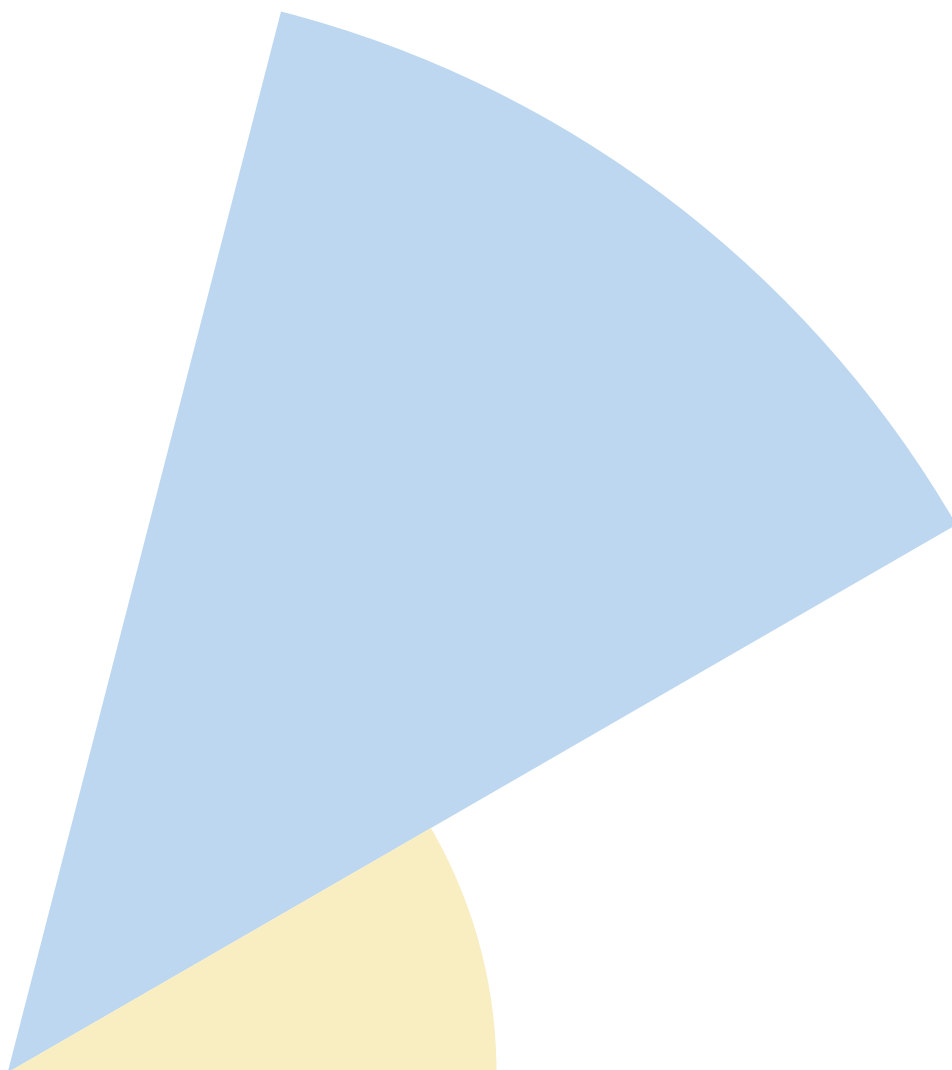
La présence de la 27^e BIM à Saint-Christol contribue au final à 1 430 emplois dans le Vaucluse, et dans les départements limitrophes.

Les salariés, tous effets confondus, résident surtout autour du site militaire : plus de 900 salariés habitent à Saint-

Christol, 140 à Apt ou 90 à Sault. Par ailleurs, la part des actifs occupés concernés par la présence de la caserne est forte dans ces communes (plus de 5 %), principalement en raison de l'isolement de Saint-Christol. Son influence s'étend même sur les communes de la Drôme frontalières du Vaucluse.

Au total, 2 640 habitants ont une partie de leur revenu qui provient de l'activité des unités de la 27^e BIM. ●

Département des Hautes-Alpes



2 560 personnes et 1 210 emplois dépendent des entités de la 27^e BIM

En 2020, le ministère des Armées emploie 890 salariés, militaires, civils ou réservistes en équivalent temps plein à Gap, chef-lieu du département des Hautes-Alpes.

La présence du site militaire dans le département génère aussi, par des commandes ou par la consommation des familles, l'équivalent de 320 autres emplois. Il s'agit de la plus petite unité de la 27^e brigade d'infanterie de montagne ; elle demeure toutefois assez influente sur son territoire.

890 emplois directs dans l'établissement militaire haut-alpin

La garnison de Gap compte 890 salariés ► **figure 1**. Parmi ceux-ci, 810 sont des militaires et 40 sont des civils, tous à temps plein. Pour compléter les effectifs, 230 **réservistes** sont de passage au cours de l'année. Ils représentent environ 40 emplois équivalents temps plein (ETP).

Le site accueille le 4^e régiment de chasseurs (4^e RCh), qui est la principale unité du quartier militaire ► **encadré**. Il est composé de 710 militaires, hors unités réservistes. C'est aussi à Gap que se trouve le Centre de formation initiale des **militaires du rang**. Un groupement de soutien et un service social comptant 80 personnels civils y sont également implantés.

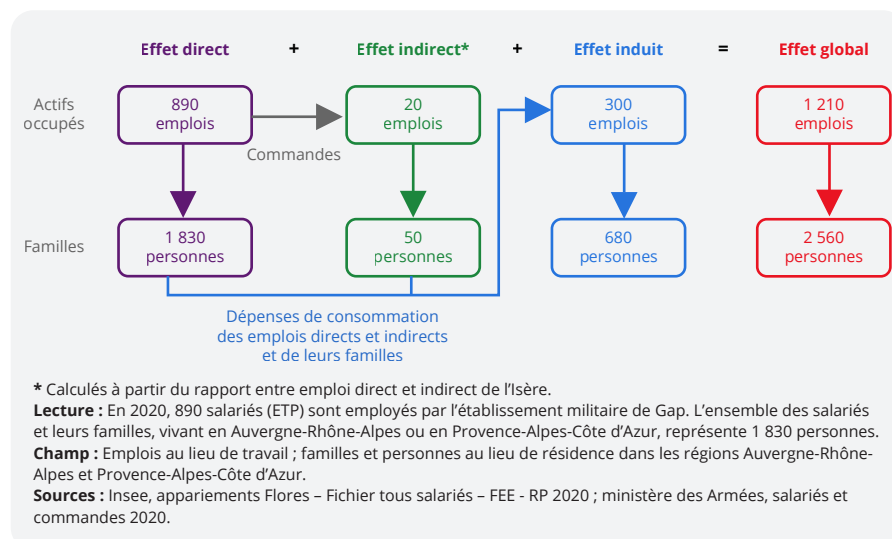
La répartition des militaires selon leur catégorie est la même que pour la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM). La grande majorité des effectifs dans le département est constituée de militaires du rang avec 550 personnes à temps plein, soit deux militaires sur trois. Dans les Hautes-Alpes, 210 **sous-officiers** travaillent à temps plein, soit un militaire sur quatre. Les **officiers** représentent 50 personnes.

Le 4^e RCh est le troisième établissement employeur haut-alpin. Seuls le centre hospitalier intercommunal situé à Gap, et le Département des Hautes-Alpes dépassent les 800 salariés.

Une influence résidentielle très concentrée

Les salariés de la garnison et les membres de leurs familles vivant avec

► 1. Nombre d'emplois directs, indirects et induits et de personnes concernées par la garnison haut-alpine du ministère des Armées en 2020



eux représentent 1 830 personnes. Parmi elles, 1 560 résident à Gap même, soit 85 %. C'est la plus forte concentration de salariés et de membres de leurs familles eu égard à la taille de leur garnison ► **figure 2**. Qui plus est, 290 personnes vivent en caserne sur place.

Malgré cette concentration, l'influence de la population travaillant dans la garnison demeure modérée sur la commune elle-même. L'influence directe de la

garnison est donc limitée sur Gap, ville de 40 000 résidents. Néanmoins, 4 % des habitants sont en rapport direct avec la caserne militaire. À La Saulce et Tallard, deuxième et troisième communes de résidence du personnel de la garnison, moins de 30 habitants sont directement concernés par les entités du ministère des Armées (MinArm), soit moins de 2 % de leur population communale respective. Enfin, 1 % des militaires de Gap et leurs familles résident en dehors du département des Hautes-Alpes.

► Encadré – Le 4^e régiment de chasseurs

Seul régiment de cavalerie blindée de la 27^e BIM, il en constitue l'unité de reconnaissance et de combat blindé. Il se caractérise par sa capacité à s'engager sur tous les théâtres d'opération face à tous types de menaces. Doté d'une grande puissance de feu, mais également de capacités de renseignement, c'est une unité mobile et protégée, qui maîtrise le combat blindé en montagne, offre unique au sein de l'armée de Terre. Il est installé à Gap depuis 1983.

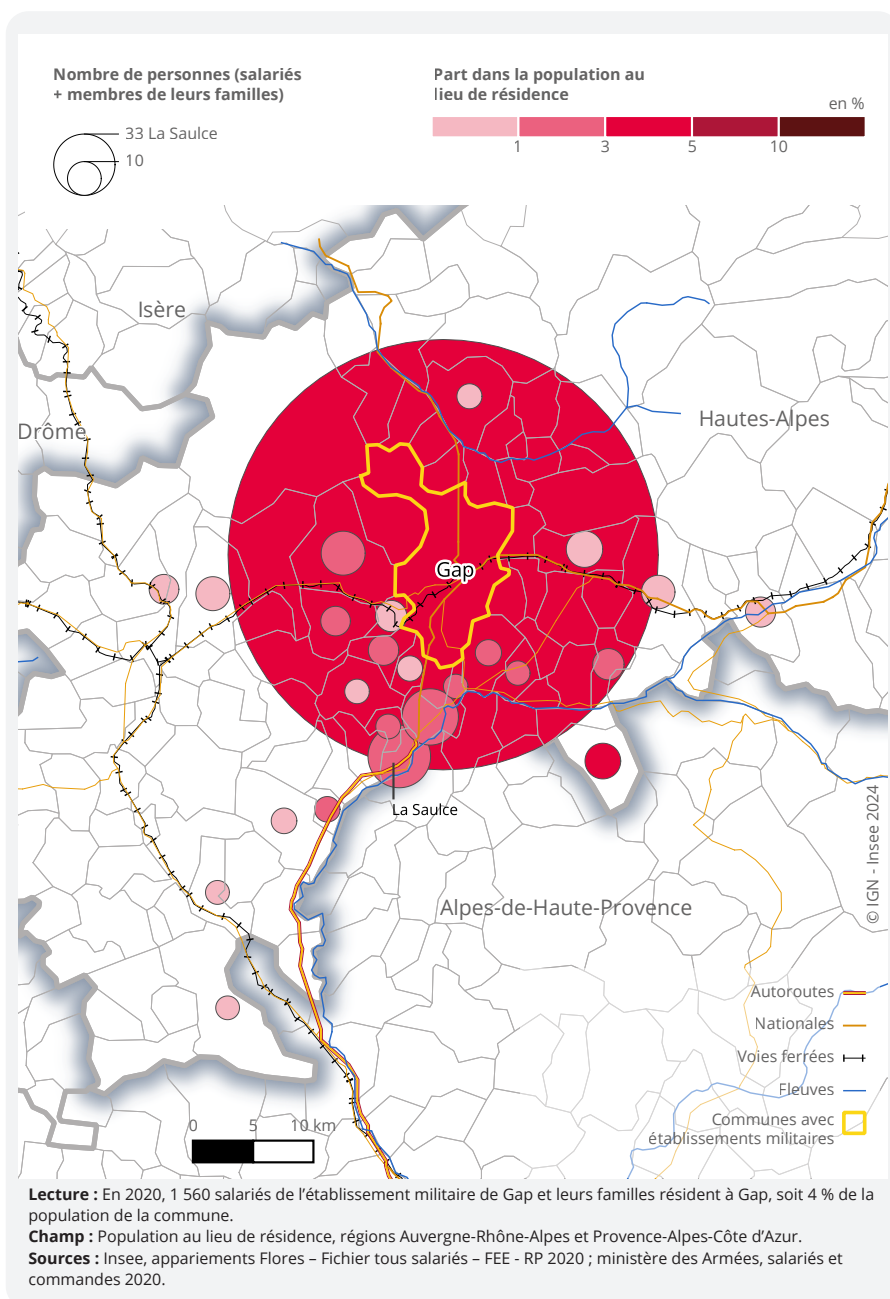
Des emplois indirects et induits dans la moyenne des autres sites

Les entités du ministère des Armées dans les Hautes-Alpes génèrent une vingtaine d'emplois, estimés à partir des commandes iséroises auprès de prestataires (puisque celles des Hautes-Alpes ne sont pas connues précisément). C'est par **l'emploi induit**, celui généré par la consommation des familles des militaires et des salariés des prestataires des armées, que l'influence du site de Gap s'étend. Il représente en effet 300 emplois. Rapporté à sa taille, ce volume d'emplois demeure similaire à celui des autres sites. Les familles relatives à ces emplois comprennent 680 personnes.

Un impact global estimé à 1 210 emplois dans les Hautes-Alpes

En additionnant les différents **emplois directs, indirects** et induits, la présence des entités du ministère des Armées dans les Hautes-Alpes contribue à un total de 1 210 emplois. Comme pour les militaires et leurs familles, les actifs occupés qui dépendent du MinArm résident à Gap, où les 960 actifs concernés représentent un actif en emploi sur vingt. Les actifs occupés appartenant à la garnison habitent plus rarement ailleurs qu'à Gap. Aucune autre commune n'accueille plus de 20 actifs occupés ayant un lien avec la caserne. Cependant, si l'on considère les familles des salariés concernées directement ou indirectement par les établissements militaires, 2 560 habitants au total ont une partie de leur revenu qui provient de l'activité de ces établissements militaires. ●

► 2. Communes de résidence des salariés de la garnison dans les Hautes-Alpes et de leurs familles en 2020



Définitions

► Définitions

Les emplois directs sont ceux des établissements du ministère des Armées. Les effectifs, ainsi que leurs caractéristiques, ont été communiqués par le ministère des Armées.

L'emploi indirect comptabilise les emplois salariés consacrés à réaliser les commandes en biens et services au sein des fournisseurs et sous-traitants du ministère des Armées. Les emplois concernés sont obtenus au prorata des commandes, dont la liste est transmise par le ministère des Armées, dans le chiffre d'affaires des établissements prestataires. Pour certains établissements, les volumes peuvent être faibles et très variables d'une année sur l'autre. Ainsi, la part d'emploi indirect a fait l'objet d'une imputation basée sur des établissements pour lesquelles ces données sont couvertes. Les marchés nationaux sont exclus.

L'ensemble des emplois indirects est estimé à partir des commandes du ministère des Armées dans les garnisons de l'Isère.

Ces emplois sont mesurés dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'emploi induit est celui qui est généré par la consommation courante (alimentation, habillement, logement, services, etc.) des ménages bénéficiant des emplois directs et indirects.

Population concernée et familles : La taille des ménages des salariés est estimée à partir du Recensement de la population. La population en caserne est également estimée à partir du Recensement de la population.

Les officiers : Corps de commandement et d'encadrement.

Les sous-officiers : Personnels de mise en œuvre

- qui participent, sous le commandement des officiers, à l'encadrement de formations ou unités de combat, de soutien ou d'instruction ;
- qui exercent également des responsabilités de spécialistes dans les domaines techniques ou administratifs ;
- qui peuvent tenir des emplois de commandement ou de haute qualification dans une spécialité déterminée.

Les militaires du rang : Personnels d'exécution

- qui participent aux missions opérationnelles sous le commandement des officiers et des sous-officiers ;
- qui contribuent à des missions de soutien sous le commandement de cadres militaires ou sous la direction d'agents civils ;
- qui exercent des responsabilités de spécialistes dans des domaines techniques ou administratifs.

Les réservistes : La réserve opérationnelle composée de citoyens français issus de la société civile avec ou sans expérience militaire et d'anciens militaires qui signent un engagement à servir dans la réserve (ESR), un contrat rémunéré d'une durée de un à cinq ans renouvelables. Ces personnes reçoivent une formation et un entraînement spécifiques afin d'apporter un renfort temporaire de quelques dizaines de jours par an aux forces armées. Ils se voient confier les mêmes missions que les militaires d'active dans le domaine opérationnel ou du soutien, en unités ou en État-major, sur le territoire national et en opérations extérieures.

Le ministère des Armées dans les territoires alpins : 22 000 personnes et 11 000 emplois dépendent de la 27^e brigade d'infanterie de montagne

Insee Dossier

n° 16

Novembre 2024

Les entités du ministère des Armées localisées dans les territoires alpins appartiennent pour l'essentiel à la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM).

Cette brigade s'étend sur plusieurs garnisons dans cinq départements des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur : la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère, les Hautes-Alpes et le Vaucluse.

Elle compte un peu plus de 8 000 personnels sur ses différents sites. Ces personnels et leurs familles vivent, pour les deux tiers, dans les communes de leur caserne. Leur présence engendre des retombées économiques et démographiques à l'échelle des territoires. Ces unités génèrent, par exemple, l'équivalent de 2 900 emplois induits, pour l'essentiel par la consommation de leurs familles et des prestataires locaux.

Ce dossier propose une vue d'ensemble de l'impact qu'apporte la présence du ministère des Armées sur ces territoires et décline plus finement ces informations pour les cinq départements concernés.

Retrouvez l'ouvrage ainsi que les données sur
insee.fr



ISSN : 2556-4897 (en ligne)

REF. Insee Dossier

Auvergne-Rhône-Alpes n° 1

Novembre 2024